

Mulroney parle à un Congrès peuplé de figurants

JEAN-FRANÇOIS LISÉE
collaboration spéciale
WASHINGTON

À peine une cinquantaine de congressmen daignent se déplacer; le premier ministre expose mollement les griefs du Canada

Dans ce qui devait être la pièce de résistance de sa visite américaine, Brian Mulroney a mollement exposé hier les griefs canadiens à une salle du Congrès remplie aux quatre-cinquièmes de figurants et de diplomates.

À peine un membre du Congrès sur 10 — une cinquantaine sur un total de 535 — ont daigné se déplacer pour entendre le premier ministre du Canada leur dire que les mesures américaines prises jusqu'ici sur les pluies acides «ne suffisent pas».

Rangée après rangée de l'enceinte de la Chambre des représentants étaient occupées par des

aides parlementaires de membres du Congrès. Trois rangées de la section centrale étaient peuplées par les jeunes pages de l'endroit, des adolescents en uniforme bleu. Le quart des sièges étaient remplis par des représentants du corps diplomatique.

«Si plusieurs membres étaient absents, j'imagine qu'ils avaient allumé leurs postes de télé et écoutaient dans leur bureau», a commenté ensuite le président démocrate de la Chambre, Jim Wright. «S'ils n'ont pas écouté, ils ont manqué un gros discours».

Une station de télévision câ-

blée spécialisée dans la couverture du Congrès retransmettait le discours, mais aucun des grands réseaux ne l'ont mis à l'horaire. L'accueil réservé au premier ministre contrastait vivement avec celui fait au président Ronald Reagan l'an dernier par la foule de députés et de sénateurs canadiens venus l'entendre au parlement d'Ottawa. La télévision de Radio-Canada avait retransmis le discours en direct.

Des responsables canadiens minimisaient hier la signification de l'absence de 90 p. cent des mem-

bres de la législature dont le premier ministre a vanté, dans son discours, la «capacité inégalée à bien agir». Marc Lortie, porte-parole de M. Mulroney, a attiré l'attention sur la présence de sénateurs et représentants influents, tels les ex-candidats présidentiels Robert Dole et Jack Kemp (républicains), Paul Simon et Richard Gephardt (démocrates). Quelques congressmen opposés au Canada sur les questions commerciales et de pluies acides étaient aussi venus.

La plupart des parlementaires

présents étaient attentifs, mais un des représentants a griffonné sur son pupitre tout au long du discours, un autre a piqué un petit somme.

Une poignée de membres ont échangé des remarques lorsque le premier ministre a lu un paragraphe du discours en français. Il les a fait rire par la suite en expliquant qu'il voulait «être certain que le message sera bien reçu en Louisiane».

Les propos du premier ministre étaient nettement moins sévères

à l'endroit de l'inaction de l'administration et du Congrès sur les pluies acides que ceux qu'il avait prononcés à New York il y a un mois. «L'amitié entraîne des coûts», avait-il dit.

C'est sur un ton amical qu'il a tenté hier de persuader son auditoire. «Imaginez, imaginez seulement», a-t-il dit, levant les bras, «les dommages que subiront les industries du tourisme et du loisir... si ce fléau n'est pas enrayé». Le Canada a fait sa part, a-t-il expliqué, réduisant de plus de moitié ses émissions polluantes. «Nous vous demandons seulement d'en faire autant», a-t-il ajouté. Il fut alors applaudi par la salle, un sénateur d'un État de la Nouvelle-Angleterre victime des pluies acides ayant donné à deux reprises le signal de l'applaudissement pendant le passage sur les pluies acides.

«Il y avait là beaucoup de gens qui étaient d'accord avec lui», a ensuite affirmé le sénateur démocrate du New Jersey, Bill Bradley, qui a trouvé le premier ministre «assez dur» sur les pluies acides.

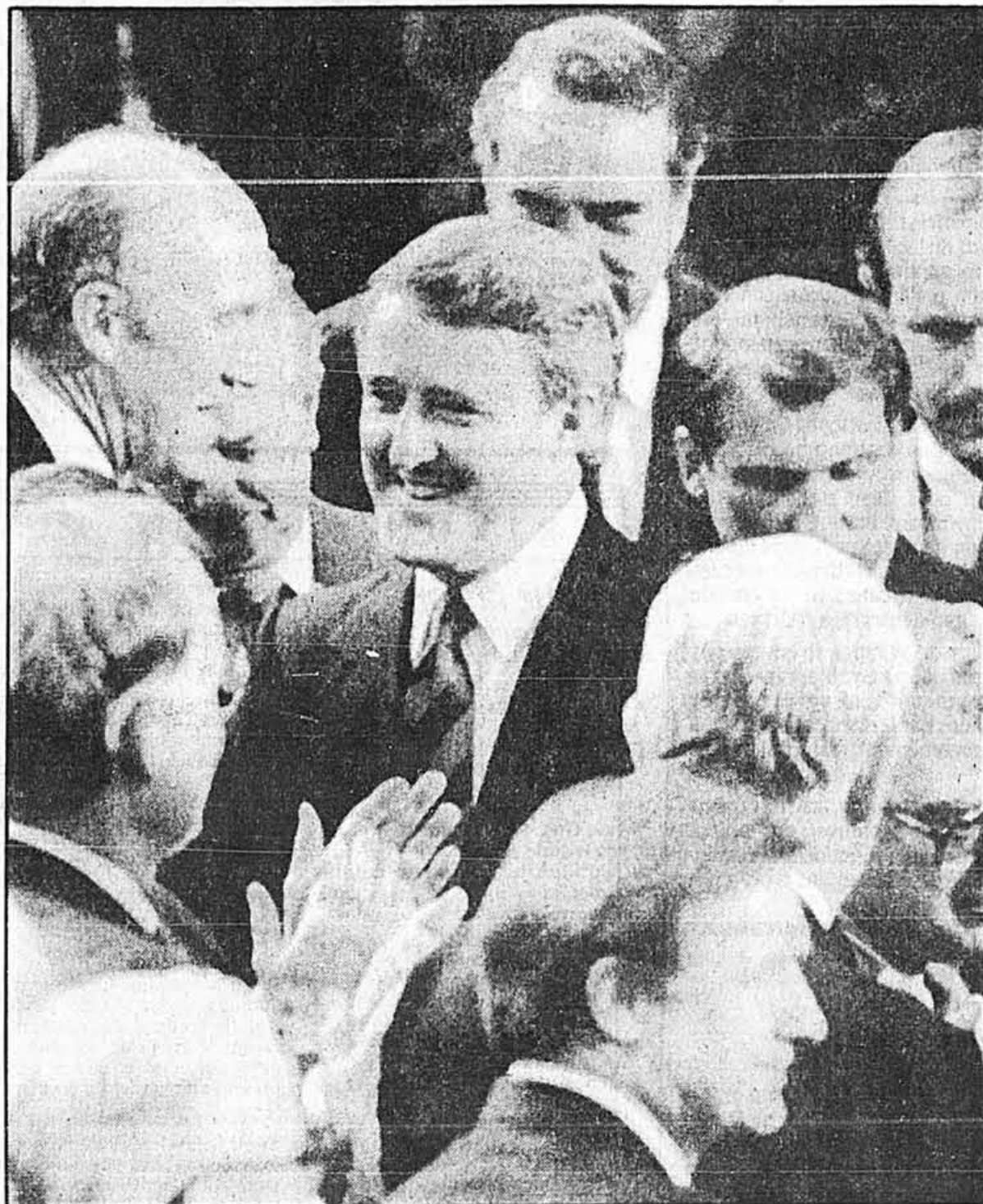
«Il a parlé comme un ami et nous l'avons reçu comme un ami» a commenté Jim Wright.

Discours terne

Adoptant une attitude tantôt professorale, tantôt fraternelle, élevant la voix une seule fois pour affirmer que le Canada était un partenaire commercial «important et honnête», le premier ministre a voulu tirer le maximum d'un texte généralement dénué de style et de saveur. D'une référence à la frontière canado-américaine «sans soldats et sans armes» jusqu'à l'énoncé rituel de «la plus grande relation commerciale au monde», en passant par une citation remarquablement mièvre de John Kennedy sur la nécessaire «sagesse des dirigeants» des deux nations, le texte de neuf pages essentiellement écrit par l'ex-journaliste Ian Macdonald accumulait les clichés.

M. Mulroney, applaudi pendant deux minutes à la fin de l'allocution, s'est toutefois gagné les éloges du président de la Chambre Jim Wright. «Quel discours, c'était simplement exceptionnel. Quelle voix mélodieuse, quelle présence il apporte à la Chambre», Bill Bradley était aussi flatteur: «Le discours était à la fois personnel et puissant, il était porteur d'une vision».

M. Wright, qui participait ensuite à une rencontre privée entre le premier ministre et une douzaine de représentants, l'a aussi décrit comme «un bon vendeur... qui a fait un boulot magnifique pour présenter le point de vue de son pays». «Il nous a charmé plus que quiconque sauf (la présidente des Philippines) Cory Aquino, et elle nous avait convaincu de lui donner une subvention de \$200 millions».



Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, s'est attiré de chaleureux applaudissements à l'issue du discours qu'il a prononcé hier à Washington, devant le Congrès américain

SONDAGE GALLUP

L'appui au Lac Meech a baissé de moitié

L'appui des Canadiens à l'Accord du lac Meech a subi une chute abrupte depuis que l'entente a été conclue, il y a près d'un an, constate Gallup.

Au lendemain de la signature de cet accord qui ramène le Québec au sein de la Constitution, la majorité de la population, soit 56 p. cent, jugeait qu'il s'agissait d'une «bonne chose pour le Canada», alors que le quart, soit 26 p. cent, affichait l'opinion contraire.

Aujourd'hui, la proportion de Canadiens favorables à l'Accord du lac Meech a chuté de moitié à 28 p. cent. Celle des personnes opposées est restée sensiblement la même avec 25 p. cent, tandis que près de la moitié, soit 47 p. cent de la population, ne sait plus que penser.

Curieusement, la proportion de personnes qui s'estiment bien renseignées sur les enjeux de l'accord a baissé au cours des derniers mois, passant de 42 p. cent il y a un an à 34 p. cent aujourd'hui. C'est au Québec que la proportion de répondants «bien renseignés» est la plus élevée.

Et alors qu'il y a un an 42 p. cent des répondants ne craignaient pas que l'accord donne trop de pouvoir aux provinces, seulement un répondant sur trois (32 p. cent) est de cet avis maintenant.

Enfin, il y a un an, le concept de «société distincte» pour le Québec était approuvé par 38 p. cent et désapprouvé par 40 p. cent des Canadiens. Les opinions sont aujourd'hui moins également partagées, avec 35 p. cent en faveur et 44 p. cent contre.

Cette perception négative se retrouve aussi dans le groupe des répondants qui se disent bien renseignés sur l'Accord du lac Meech. Ceux qui croient que l'entente sera bonne pour le Canada aujourd'hui à peu près aussi nombreux que ceux qui croient le contraire. À peine une mince majorité des personnes bien renseignées (49 p. cent) ne pensent pas que l'accord soit trop généreux envers les provinces, tandis que 42 p. cent sont d'opinion contraire. Enfin, dans le même groupe, la notion de société distincte pour le Québec est rejetée par 50 p. cent des répondants et acceptée par 43 p. cent.

Les résultats du dernier sondage montrent d'autre part que les Québécois sont beaucoup plus enclins à penser que l'accord est bon pour le Canada que ne le sont les autres Canadiens. Ils ont aussi davantage tendance à ne pas croire qu'il accorde trop de pouvoir aux provinces et à approuver l'inclusion du Québec dans la Constitution en tant que «société distincte».

Ces résultats sont basés sur 1 041 entrevues à domicile. Un tel échantillon comporte une marge d'erreur de quatre p. cent, 19 fois sur 20.

Première question:

Il y a près d'un an, les premiers ministres du Canada sont parvenus à une entente — l'Accord du lac Meech — pour faire entrer le Québec dans l'Accord constitutionnel. Il y a des gens qui se trouvent bien renseignés sur cette question alors que d'autres n'en savent rien ou presque rien. Quelle est votre position — diriez-vous que vous êtes bien renseigné, assez bien renseigné sur cet accord, ou que vous n'en savez rien ou presque rien?

Niveau de connaissance	National	Québec	Autres provinces
Bien renseigné	6%	4%	7%
Assez bien	28%	33%	26%
Pas renseigné	66%	63%	67%

Deuxième question:

D'une manière générale, pensez-vous que l'Accord du lac Meech sera une bonne chose pour le Canada, ou que ce ne sera pas une bonne chose pour le Canada?

	NATIONAL			BIEN RENSEIGNÉS		
	total	Qué.	autres	total	Qué.	autres
Bonne chose	28%	32%	26%	43%	57%	38%
Pas une bonne chose	25%	18%	27%	42%	26%	47%
Ne savent pas	47%	50%	47%	15%	17%	14%

Troisième question:

Avec l'Entente du lac Meech, êtes-vous d'avis que le gouvernement fédéral rend trop de pouvoir aux provinces, ou non?

	NATIONAL			BIEN RENSEIGNÉS		
	total	Qué.	autres	total	Qué.	autres
Trop de pouvoir	26%	13%	31%	42%	22%	49%
Non, pas trop	32%	39%	30%	49%	70%	41%
Ne savent pas	41%	48%	39%	9%	8%	9%

Quatrième question:

Et approuvez-vous ou n'approuvez-vous pas l'inclusion du Québec dans la Constitution en tant que «société distincte» à l'intérieur du Canada?

	NATIONAL			BIEN RENSEIGNÉS		
	total	Qué.	autres	total	Qué.	autres
Approuvent	35%	49%	30%	43%	71%	33%
Désapprouvent	44%	19%	52%	50%	26%	60%
Ne savent pas	22%	32%	17%	7%	3%	8%

Paul Gobeil espère encore qu'une majorité des syndicats du secteur public accepteront son offre

GILBERT BRUNET
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Pour une dizaine de bonnes raisons, et bien qu'il admette «rêver peut-être en couleurs», Paul Gobeil croit possible qu'une majorité se dégage, dans les syndicats du secteur public, pour que soit acceptée son offre de prolongement d'un an des conventions collectives.

Depuis un mois que le président du Conseil du trésor a transmis cette offre, les dirigeants syndicaux, ceux de la CSN et de la CEQ en particulier, l'ont plutôt mal reçue.

Mais les 310 000 salariés de l'État ne se prononceront sur le sujet qu'au cours d'assemblées d'ici la fin de mai. Et M. Gobeil, qui n'hésite pas à «vendre» son projet, a convoqué des journalistes hier pour s'en expliquer en détails: «Monique Simard (vice-présidente de la CSN) a dit non, mais les votes ne sont pas pris chez les 110 000 membres de cette centrale qui travaillent dans le secteur public».

M. Gobeil répète que le gouvernement ne prolongera les conventions que de ceux qui accepteront son offre. Tout en leur versant, dès janvier 1989, la hausse salariale de 4 p. cent plus une éventuelle indexation de 1 p. cent.

Avec ceux qui refusent, l'État négociera selon le mode classique. Entre 18 et 28 mois, selon l'expérience passée. Pour arriver au même point, avertit M. Gobeil. Ils n'obtiendront pas davantage que les premiers. Et même qu'ils y perdront puisque les «grands dossiers» auront une fois de plus été écartés pour discuter les menues demandes de chacune des centrales, de chacun des 700 titres d'emploi impliqués, de chacune des 300 échelles de salaire.

Ces «grands dossiers», ce sont aussi les «bonnes raisons» qui, selon M. Gobeil, lui ont fait formuler cette offre que les employés devraient s'empresser d'accepter. Des comités conjoints d'étude sont sur pied pour trouver des solutions à de grands problèmes:

- les disparités entre régions;



Paul Gobeil

veut briser le «pattern» ou le cercle vicieux: «On n'a jamais eu cette quatrième année pour régler les litiges à long terme. Pourquoi ne pas profiter de l'actuelle paix sociale pour s'y attaquer, d'un commun accord?»

La meilleure illustration de ses intentions, le président du Conseil du trésor veut que ce soit le cas des infirmières. Pour l'écart de salaire avec l'Ontario, la précarité de l'emploi et les causes autant patronales que syndicales qui ont mené 66 000 diplômées, dont 52 000 membres de l'Ordre des infirmières, à se partager 29 000 postes au Québec.

Ce n'est pas vrai qu'il y a pénurie d'infirmières, soutient M. Gobeil. Mais un problème profond d'«organisation du travail», avec impact sur le moral des personnes, l'attrait de la profession, le difficile recrutement qui en découle, comme la qualité des soins et des relations de travail.

«Nous avons débloqué \$15 millions pour le rattrapage salarial en 1987. Et nous leur offrons un autre \$15 millions cette fois. Mais il faut être prudent sur le plan de l'équité», prévient M. Gobeil, qui souligne que même si les infirmières ont «plus de publicité», les 250 000 autres salariés de l'État ont aussi leurs problèmes.

Ce n'est pas, soutient-il, le niveau de salaire qui est en cause: «À \$25 900 en sortant du cégep, ça se compare avec des professionnels. Mais le problème, c'est qu'elles doivent mettre cinq ans avant de travailler à plein temps, puis un autre cinq ans de nuit avant d'espérer avoir un job de jour».

Un problème de rotation qui ne se fait pas, notamment parce que l'ancienneté tient le haut des critères convenus entre patrons et syndicats: «Ça crée un problème social considérable», dit M. Gobeil, à l'égard de ces jeunes, femmes pour la plupart. Mais il faut enfin se rendre compte que «plus on chrome les unes, plus on précarise les autres», lance-t-il pour illustrer que les syndicats ont aussi un «examen de conscience» à faire.

Un examen qu'ils devraient faire ces prochains mois, termine le ministre, en profitant de son offre de prolongement d'un an des conventions en cours.

- l'équité salariale entre les sexes;
 - les régimes de retraite;
 - l'enseignement professionnel à repenser;
 - le statut particulier des infirmières;
 - les emplois précaires dans le réseau de la santé et des services sociaux.
- Tous ces dossiers majeurs devraient être réfermés si une ronde de négociation traditionnelle était entamée l'automne prochain. Leur solution serait donc reportée d'autant de mois, alors que M. Gobeil est convaincu que les parties peuvent trouver des terrains d'entente pour 25 ou 50 p. cent de ces grands sujets.

Les infirmières

M. Gobeil ne se cache pas pour dire qu'il

Éditorial

Vent de l'Ouest

La plupart des Québécois n'ont jamais mis les pieds à Winnipeg et ne songent probablement pas à s'y rendre dans un avenir prochain. Pourtant, les élections générales manitobaines de mardi dernier risquent d'avoir des répercussions directes sur la vie politique des autres Canadiens en général et des Québécois en particulier.

Quatre faits retiennent surtout l'attention dans ces élections: le seul gouvernement néo-démocrate au pays a été défait; le Canada comptera un nouveau premier ministre provincial d'allégeance conservatrice; les libéraux sont, dans les faits, les vrais gagnants de ces élections ce qui, dans l'Ouest du pays, constitue presque un miracle.

Enfin, ce qui n'est pas sans conséquences graves, le résultat de ces élections compromet l'accord du lac Meech et, partant, le statut de «société distincte» accordé au Québec. Le chef libéral Sharon Carstairs et son vis-à-vis néo-démocrate, Gary Doer, n'en veulent pas. Le chef conservateur Gary Filmon ayant jusqu'ici démontré peu de chaleur à appuyer l'accord, il serait étonnant qu'il mette en danger la survie de son gouvernement fortement minoritaire sur une telle question.

Mais là ne s'arrêtent pas les nombreuses interrogations que suscite le résultat de ces élections.

Mme Sharon Carstairs demeure la grande gagnante de ces élections. Elle a réussi en une seule journée à porter le nombre de députés libéraux à la législature manitobaine de 1 à 20. Il s'agit d'une bien piètre consolation pour le leader fédéral John Turner, déjà aux prises avec une fronde de son caucus à Ottawa.

Non seulement Mme Carstairs conteste-t-elle ouvertement la position de M. Turner sur l'accord du lac Meech, par exemple, mais encore est-elle une fervente admiratrice de son grand rival, Jean Chrétien. M. Turner n'a d'ailleurs joué aucun rôle dans la campagne manitobaine tandis que M. Chrétien, lui, est sorti de sa retraite politique pour faire campagne pendant trois jours aux côtés de Mme Carstairs, ce qui n'a pas été sans embarrasser l'establishment du parti à Ottawa.

Pour le leader du Nouveau parti démocratique, Ed Broadbent, le résultat de mardi n'amène rien de bon non plus. Les électeurs du Manitoba ont en effet renvoyé chez lui le seul gouvernement néo-démocrate du pays. Bien sûr, l'usage du pouvoir et les maladroites de M. Howard Pawley n'engagent pas M. Broadbent comme tel. Il n'en demeure pas moins qu'une dégelée néo-démocrate au moment où le parti bataille avec les deux autres dans la faveur de l'électorat canadien n'a rien de bien réjouissant pour l'état-major néo-démocrate d'Ottawa.

Reste M. Mulroney. Les résultats de Winnipeg l'amèneront sûrement à réfléchir lui aussi. Car ils pourraient bien se répéter ailleurs. En un mot, les conservateurs sont toujours au premier rang, mais ils sont tellement talonnés par les deux autres partis que les chances de former un gouvernement majoritaire sont très minces.

Ce qui veut dire qu'en plus de se faire la lutte, les trois partis doivent, dès maintenant, commencer à trouver des points communs sur lesquels il leur sera possible de conclure des ententes ponctuelles, dans l'éventualité où aucun des trois n'obtiendrait la majorité.

Pierre VENNAT

Qui payera?

Les transports en commun de Montréal accusent un grand déficit chaque année et la Communauté urbaine de Montréal voudrait que les villes de Laval et de la Rive-Sud contribuent à l'éponger. Évidemment, les maires de ces villes rejettent ces prétentions montréalaises.

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) fait remarquer que, chaque jour, beaucoup de gens qui ne paient pas de taxes municipales sur l'île de Montréal utilisent le réseau tout autant qu'un Montréalais. Ils ne contribuent donc pas à éponger le déficit des transports en commun au même degré que les Montréalais. Il ne serait que juste que les villes où ces usagers demeurent déboursent elles aussi, leur santé financière dépendant en partie de l'activité économique de Montréal.

Les autres villes répondent qu'elles ont leurs propres sociétés de transport et qu'elles ont résolu le problème financier en imposant des tarifs plus élevés. En effet, le tarif est de \$1 à Montréal alors qu'il est de \$1,30 ou \$1,35 ailleurs au Québec et à Toronto. Une hausse des tarifs à Montréal serait un des moyens de combler le déficit. Les usagers du réseau de la STCUM des autres villes feraient alors un effort financier aussi grand que ceux de l'île sans que leurs municipalités ne soient mises à contribution. La CUM tient toutefois à maintenir des tarifs relativement bas pour éviter l'engorgement de ses rues et de son réseau routier.

Il ne faut pas rejeter d'emblée la possibilité d'augmenter les tarifs de façon substantielle. La STCUM passe par une crise que connaissent presque toutes les entreprises excessivement subventionnées. Les subventions permettent de boucler le budget mais cachent aux usagers le coût réel des services qu'ils obtiennent. Elles tendent aussi à cacher à l'entreprise ce que les usagers veulent d'elle, d'où un sérieux gaspillage des ressources.

À la suite d'une rencontre avec les maires de Laval et de la Rive-Sud, le ministre des Affaires municipales, M. André Bourbeau, a lancé l'idée d'une instance régionale chargée de veiller au budget des sociétés de transport et à la tarification dans le grand ensemble montréalais. Ce serait un premier pas pour rétablir la paix entre les municipalités et pour mieux répartir le fardeau financier, quoique les sociétés de transport resteraient indépendantes.

Une solution à plus long terme dépendra vraisemblablement d'une politique des transports pour Montréal, qui engloberait les transports en commun, ainsi que la construction de routes et de nouvelles traversées du fleuve. Une table régionale de concertation sur le transport en commun doit se réunir prochainement en présence du ministre des Transports, M. Marc-Yvan Côté. Les maires devraient saisir l'occasion pour voir au-delà de leur querelle sur les subventions et pour examiner le problème plus large des transports en général.

Une politique plus cohérente des transports qui tient pleinement compte des particularités géographiques de Montréal donnerait une meilleure idée de ce que les transports en commun doivent accomplir et comment il faut les financer.

Frédéric WAGNIÈRE

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA



Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Pour la carte d'identité

■ La Presse faisait état récemment d'une fraude commise par des Haïtiens de New York pour se faire soigner gratuitement au Québec avec notre merveilleuse «carte soleil».

Une telle fraude serait impossible si on avait une carte d'identité nationale comme dans la plupart des pays européens.

Cela empêcherait aussi les morts de voter aux élections, les mineurs d'entrer dans les bars, les escrocs de faire de faux chèques, les policiers de se tromper sur l'identité d'un suspect, etc.

Hélas, chaque fois qu'on en parle, il se trouve quelques grands esprits, défenseurs des droits de l'Homme, pour venir crier à l'Etat totalitaire! Faudrait peut-être penser à leur envoyer le compte de la RAMQ.

Pierre DUQUETTE
Sainte-Foy

Contrôler la carte-soleil

Mme Thérèse Lavoie-Roux,
Ministre de la Santé et
des Services sociaux

■ Si vous voulez éviter l'usage frauduleux de la carte-soleil par des étrangers non-résidents, vous devriez exiger qu'une photographie y soit fixée comme c'est le cas pour la carte d'étudiant du métro de Montréal. Aucun droit n'est brimé et on évite des fraudes mineures.

De plus, on devrait y ajouter un numéro de contribuable et procéder à des vérifications. S'il y a trop de détenteur c'est qu'il y a fraude.

Enfin, si le Canada veut admettre de faux réfugiés, rien ne nous oblige, nous, à leur fournir des cartes d'assurance-maladie pour mieux nous frauder. Le ministère de l'Éducation exclut les immigrants non reçus et les non-Québécois. Pourquoi ne pas faire la même chose pour les faux réfugiés qui de toute façon devront être expulsés?

Jean HUARD
Montréal

Le comble du ridicule

■ Je suis choquée, révoltée, frustrée! Et c'est pas peu dire! Comment un gouvernement (notre gouvernement) peut-il d'une part, en toute sincérité, «défendre les droits d'une langue» et d'autre part agir à titre de défenseur en contre-partie?

Et par surcroît payer les avo-

cats de la défense à même les fonds publics? Plus encore, ceux-ci étant payés à un tarif horaire plus élevé! C'est aberrant, inadmissible, scandaleux!

Nous avons des droits acquis (qu'il faut à tout prix conserver). Nous sommes une majorité au Québec. De grâce, respectons-nous si nous voulons être respectés.

Denise DUQUETTE
Boucherville

Un métro mal surveillé

■ Il n'y a pas une grosse partie du budget de la STCUM qui va pour la sécurité des passagers. Quant je parle de sécurité, je parle entre autres choses de la présence de gardes de sécurité.

J'ai 15 ans et le mardi 19 avril, je me suis fait menacer avec un couteau puis voler par trois adolescents entre les stations de métro Snowdon et Namur. Il était environ 16 h.

Je ne suis pas raciste de nature, mais mes agresseurs étaient un Noir, un Asiatique et un Sud-Américain.

Dans ces cas-là, il est difficile de juger s'il faut s'enfuir ou obéir aux agresseurs. D'ailleurs, les gens autour (peu nombreux) n'osent pas se mêler à l'incident et on ne peut pas compter sur eux pour obtenir de l'aide.

C'est donc pour ces raisons que je demande à la STCUM d'augmenter les gardes de sécurité et/ou la présence policière. Autrement, est-ce qu'il va falloir qu'on se fasse nous-mêmes notre propre justice ou, tout simplement, arrêter d'utiliser le métro?

Francis TOURILLON
Étudiant à Jean-de-Brébeuf
Montréal

Professions différentes

■ Suite à l'article paru le 29 mars dernier dans La Presse («Nettoyage des dents effectué par la réceptionniste ou la téléphoniste»), j'aimerais en tant que présidente de l'Association des assistantes-dentaires du Québec, vous faire connaître ma réaction.

Il est dit dans cet article que dans certains bureaux de dentistes, des non-professionnels sans aucune formation adéquate travaillent dans la bouche des clients. Il faudrait rectifier certains de ces propos. Depuis 25 ans, il existe des écoles de formation pour les assistantes-dentaires. Nous en comptons maintenant plus de 2 000 à travers la province. Par conséquent, nous pouvons affirmer que les assistantes-dentaires possèdent des connaissances suffisamment vastes et complètes pour accomplir leurs fonctions.

M^{me} Claudette Hudon, prési-

dente de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec (CPHDQ), fait mention que des réceptionnistes et même des téléphonistes effectueraient du travail dans la bouche des clients. Or, la plupart de ces réceptionnistes et téléphonistes étaient au préalable des assistantes-dentaires. Il est donc justifié et justifiable que le dentiste préfère et de loin, engager une réceptionniste ou une téléphoniste ayant une formation en assistance dentaire. (...)

Je comprends très mal les déclarations de M^{me} Hudon. Elle connaît pourtant très bien la situation de nos deux professions.

L'hygiéniste dentaire a reçu une formation pour faire de la «prévention» auprès de la population; l'assistante-dentaire pour assister le dentiste dans tous les traitements «curatifs» (plombage, traitement de canal, chirurgie, etc.). Il ne devrait donc pas y avoir de points obscurs. (...)

Lise TANGUAY
Présidente, AADQ

Bravo, Montréal!

■ Ce n'est pas dans les habitudes des médias de souligner les belles réussites. Aussi ai-je décidé d'écrire moi-même afin de féliciter le Service de l'habitation et du développement urbain de la Ville de Montréal pour la récente publication de son livre vert sur le plan d'urbanisme de l'arrondissement Centre, c'est-à-dire du centre-ville et des quartiers adjacents.

Il pourrait s'agir d'un événement anodin. Ce pourrait n'être qu'un premier pas menant à la réalisation du premier plan d'urbanisme de Montréal, lequel aurait dû voir le jour depuis déjà quelques décennies; c'aurait pu n'être qu'un rattrapage essentiel.

Mais ce n'est pas le cas. Ce document, loin d'être anodin, est un ouvrage tout simplement remarquable, tant par sa présentation que par son contenu. J'irais même jusqu'à dire qu'il place notre ville parmi les plus avancées en Amérique sur le plan de la planification urbaine. (...)

Bruno COLLIN
Montréal

Anglophones harcelés?!

■ On se perd en conjectures sur les mobiles réels qui ont poussé un «écrivain» apparemment francophone, Jacques Renaud, à signer un texte qui semble avoir été rédigé par les fanatiques d'Alliance-Québec («Anglophones harcelés», La Presse, 21 avril).

Cet écrivain aura beau faire: il n'arrivera pas à nous convaincre de la réalité des horribles souffrances endurées par

N.B.

■ La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: Tribune libre, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

les Anglophones du Québec, qui sont, comme chacun sait, la minorité la plus riche, la plus puissante et la plus chouchoutée de la terre. C'est ce qu'ont très bien compris 70 p. cent des immigrants qui arrivent au Québec et qui, malgré le véritable martyre des Anglophones d'ici, choisissent de s'angliciser à tout prix, sans doute par masochisme!

Cet anglophile passe prudemment sous silence le fait, pourtant flagrant, que l'Amérique du Nord forme un seul bloc où tout se touche. La soi-disant «minorité anglophone» est donc, en réalité, une majorité écrasante de 98 p. cent; la fameuse «majorité francophone» est, en fait, une minuscule minorité de moins de 2 p. cent! Ceux qui ont été, pendant plus de deux siècles, les maîtres et seigneurs du Québec ont un devoir strict: faire l'effort peut-être douloureux mais vertueux d'enfin respecter les autres, d'autant plus qu'il s'agit d'une minorité minuscule, très isolée et donc très vulnérable.

Jean-Marc GAUL
Outremont

Merci à Sainte-Justine

Hôpital Sainte-Justine,
Montréal

■ Le 6 mars, notre fille de 10 ans, Elisabeth, était victime d'un accident de traine sauvage ici, à Nanisivik, dans les Territoires du Nord-Ouest, à 3000 km au nord de Montréal.

Malgré les efforts fournis par le personnel médical sur place, il fut décidé de l'envoyer à l'hôpital d'Iqaluit, à 1000 km plus au sud, sur la Terre de Baffin.

À l'hôpital d'Iqaluit, les médecins constatèrent que son pied gauche était fracturé à au moins cinq endroits, et n'eurent d'autre choix que de la transférer à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal pour qu'elle soit traitée adéquatement.

Nous voulons dire merci à tout le personnel et aux bénévoles de l'hôpital Sainte-Justine, pour leur professionnalisme et leur approche humaine.

Albert CORMIER
Nanisivik, T.N.-O.



Jean-Guy Dubuc

L'étrange situation de la France

La France est en émoi. Pourquoi? Tout simplement parce que personne ne peut se sentir heureux des résultats des dernières élections présidentielles. Personne? L'exagère; M. Jean-Marie Le Pen et ses partisans se réjouissent sagement des résultats obtenus. Et peut-être surtout du fait qu'ils peuvent, aujourd'hui, exercer un certain chantage sur les candidats du deuxième tour. Et qu'ils peuvent jouer un rôle important sur la France et son gouvernement pour quelques années à venir.

M. François Mitterrand était donné gagnant par tous les sondages. De le voir en tête des candidats après le premier tour ne surprend donc personne. Mais ses 34,10 pour cent des voix exprimées ne peuvent que le décevoir; car ils ne lui permettent pas de s'assurer le deuxième tour. Même en additionnant la totalité des votes accordés à la gauche, on atteint à peine les 50 pour cent nécessaires à son élection. Il lui faudra la fidélité de tout son monde pour espérer être élu. Or, il n'est pas du tout évident que les partisans de la trotskyste Laiguiller et du communiste Lajoinie penchent nécessairement vers le candidat socialiste qu'ils dénon-

çaient le soir du scrutin. Il faut s'attendre à de nombreuses abstentions de ce côté de l'électorat.

Les communistes ne peuvent espérer grand-chose de l'avenir: les maigres 6,78 d'André Lajoinie, représentant moins de la moitié des votes accordés au candidat d'extrême-droite, signifient clairement l'insignifiance du communisme au sein du monde politique français actuel. Les communistes ne comptent plus au plan gouvernemental; on verra ce qui se produira au plan syndical. Pour un moment, on ne parlera plus de cette force qui faisait craindre toute la droite il y a seulement une quinzaine d'années.

M. Raymond Barre était perçu comme le candidat le plus intellectuellement fort, le plus sérieux, le plus honnête, le plus vrai. Au moment de sa candidature, on le plaçait facilement comme futur candidat au deuxième tour. Mais sa campagne fut si terne et si décevante qu'il n'a pu amasser que 16,55 pour cent des voix. Ce qui signifie seulement 2,14 de plus que M. Le Pen et 3,45 de moins que M. Jacques Chirac.

Car M. Chirac n'a que 19,90 pour cent des voix. C'est bien min-

ce, après une telle dépense d'énergie et d'argent. C'est beaucoup moins qu'espéré et prévu. C'est surtout insuffisant pour remporter le second tour. A moins d'alliances avec M. Le Pen...

Ce dernier est évidemment prêt à tout pour s'imposer au président de demain. Ses idées d'extrême-droite, racistes, intolérantes et inquiétantes, ont pourtant séduit 4 363 603 Français. Elles étaient hier les slogans d'un seul homme; elles sont aujourd'hui une expression d'opinion dont il faut tenir compte. Étrangement, elles s'imposent à la veille des célébrations du deux-centième anniversaire du ralliement sous la bannière du «liberté, égalité, fraternité»...

Qu'est-il donc arrivé à la France?

Bien sûr, il y a la crainte du terrorisme, les événements de Nouvelle-Calédonie, le chômage des jeunes et les conflits sociaux. Bien sûr, il y a la montée croissante d'une immigration pas toujours contrôlée. Il y a donc, à la base, un certain nombre de problèmes de fond que l'on impute à une administration, de gauche et de droite, qui ne semble pas apte à trouver les solutions opportunes. D'où un vote

émotif, négatif, irréaliste. Les Québécois connaissent le phénomène: ils ont déjà élu des créditistes pour les représenter à Ottawa...

Mais la pauvreté des discours électoraux, des programmes des candidats principaux et des interventions publiques télévisées tous les jours, sur toutes chaînes françaises, ont dû démobiliser bon nombre de gens désireux de se laisser toucher par un personnage. L'ai pu suivre la campagne en France durant sa dernière semaine: il faut bien avouer que seul Le Pen pouvait attirer l'attention. Sa démagogie et ses excès avaient l'avantage de trancher sur le vide du message de ses adversaires. Au lieu de dire: «Priorité à l'emploi, à l'éducation et aux femmes», comme le faisait unanimement Mitterrand, Barre et Chirac, il criait: «La France aux Français!» Et près de 15 pour cent des Français ont préféré ce discours piégé.

Étrange situation où se trouvent aujourd'hui les candidats du deuxième tour: ils attendent que M. Le Pen annonce, dimanche prochain, ses préférences pour le deuxième tour. Près de 85 pour cent des Français doivent encore s'inquiéter.



Lysiane Gagnon

Derrière Le Pen

Proportionnellement à leur population, les pays d'Europe de l'Ouest comptent beaucoup moins d'immigrants que le Québec, le Canada ou les États-Unis, mais l'immigration y est vue comme un «problème» considérable. «Problème» des Turcs en Allemagne et en Scandinavie, des Arabes en Belgique ou en France.

Même en France, terre d'asile par excellence, c'est un problème qui a imprégné toutes les campagnes électorales depuis quelques années. Dimanche dernier, le candidat d'extrême-droite à la présidentielle, Jean-Marie Le Pen, qui fait campagne contre l'immigration, a réussi à recueillir 14,6 p. cent des voix au premier tour, arrivant en tête de liste, avant Mitterrand et Chirac, partout où il y a de fortes concentrations d'immigrés.

Pourtant, les immigrés sont loin d'être aussi nombreux en France que le laissent croire les réactions hystériques des lepenistes, qui, à l'instar des fascistes de l'avant-guerre, prédisent la décadence de l'Occident et «l'islamisation de la France» et décrivent leur pays comme une terre menacée, recouverte de mosquées et envahie par des barbares qui violent les femmes et égorgent leur mouton rituel dans les cages d'escalier.

Les immigrés en France ne comptent que pour huit p. cent de la population totale, et parmi eux, il se trouve des groupes qui s'intègrent facilement (asiatiques, portugais, etc.). Seule l'immigration musulmane (maghrébine et turque) est considérée comme «problématique». L'immigration africaine n'est pas très bien vue mais génère moins de tensions.

Il est vrai que l'Islam est devenu un problème qui sort de la deuxième religion en France. Mais, selon le député UDF Bernard Stasi, à peine cinq p. cent des musulmans établis en France sont pratiquants, et de ce nombre, la plupart sont des sunnites (plus modérés que les chiïtes).

En outre, c'est un aspect auquel Québécois sera évidemment sensible, la France a cette chance, si l'on peut dire, d'avoir des immigrés déjà francisés, venant d'anciennes colonies françaises.

Autre aspect sur lequel les Québécois ont mille et une raisons de les envier, les Français ont une culture forte qui leur permet d'assimiler les immigrants en moins d'une génération. «Personne ne peut vivre ici pendant 20 ans sans devenir Français», dit Robert Solé, journaliste au *Monde*.

«La culture française serait bien fragile, ajoute Bernard Stasi, si elle devait être menacée par une petite minorité de pauvres gens sans instruction!»

«La France, rappelle Philippe Sanmarco, député socialiste des Bouches-du-Rhône, a toujours eu des vagues d'immigration. Au début du siècle, les Italiens, ensuite les Polonais... Chaque fois cela déclenchait des réactions épouvantables, pires qu'aujourd'hui, car il y avait moins d'autocensure et le racisme était plus ouvert. Mais chaque fois la France a digéré les étrangers.»

En France, en effet, c'est bien d'assimilation qu'il s'agit. Le concept du «melting-pot», du multiculturalisme ou des «communautés culturelles» n'existe pas. Même la gauche professe ouvertement que l'immigration mène non pas seulement à l'intégration mais à l'assimilation pure et simple, étant bien entendu que chacun garde, vaguement, dans l'allure physique ou certaines traditions (la cuisine, par exemple), quelque chose de la culture d'origine.

La France est en elle-même un gigantesque bassin d'acculturation. L'État n'a même pas institué des cours de français à l'intention des immigrés. On apprend la langue quand on peut, le soir après le travail... Les immigrés, comme les réfugiés, ont droit à la sécurité sociale, mais pour tout ce qui concerne leur situation spécifique, leurs problèmes spécifiques, il y a très peu de supports institutionnels.

À Boulogne, en banlieue de Paris, où vit une forte population de travailleurs algériens attirés par les usines Renault — mais aujourd'hui victimes des licenciements —, l'essentiel de l'aide sociale relève d'une poignée de bénévoles qui exercent un véritable apostolat. Mme Huguette Mouton, par exemple, militante chrétienne, essaie d'initier les femmes à l'hygiène, la préparation des biberons, la couture, la façon de faire le marché. Elle essaie de convaincre les maris de laisser leurs femmes apprendre les rudiments des moeurs françaises; elle essaie de convaincre les pères de ne pas retirer les filles de l'école à la puberté; elle tente de prévenir, chez ces filles déchirées entre la tyrannie patriarcale et la société française, les fugues, les suicides ou la prostitution...

Elle travaille sans salaire évidemment, dans un local minuscule et humide, sans fenêtre ni wc, au cœur d'un de ces déprimants HLM où sont parqués les pauvres — les pauvres arabes comme les pauvres Français. La mairie a promis un autre local pour bientôt. C'est, pour Mme Mouton, habituée à ne compter que sur ses propres moyens, un grand pas en avant. «De toute façon, dit-elle, aucun fonctionnaire ne pourrait faire ce que nous faisons à l'intérieur de ses horaires de travail. Il faut travailler sur place, aller dans les familles, voir les maris le soir après le travail, gagner leur confiance, être disponibles...»

«Tant que l'immigration était le fait d'hommes seuls, qui vivaient entre eux dans des foyers, dit l'écrivain Juliette Mince, elle-même fille de réfugiés juifs et auteur d'une étude sur le racisme, ça pouvait toujours aller. Quand ils ont fait venir leurs familles et se sont implantés dans des quartiers, l'immigration est devenue plus visible et les frictions ont augmenté... d'autant plus que les quartiers pauvres souffrent déjà de la promiscuité et du chômage. C'est un problème de classe plus que de culture.»

Au fond du succès de Le Pen, il y a la peur. Peur de l'autre, peur aussi de la délinquance. La délinquance est réelle d'ailleurs, mais c'est un phénomène plus social que culturel. «Car à niveau social égal, dit le député Sanmarco, il n'y a pas plus de délinquance chez les Arabes que chez les Français.»

Il reste que l'immigration musulmane pose des problèmes nouveaux: les Italiens, les Polonais, étaient des Européens, et chrétiens en plus. Les Juifs arrivés dans l'entre-deux guerres incarnaient une autre religion mais venaient quand même d'Europe. (Les sépharades immigrés du Maghreb étaient pour la plupart de l'élite francisée.) Cette fois, le choc est double: l'immigré vient de l'Islam et du tiers-monde.

Lysiane Gagnon a étudié les problèmes d'immigration en Europe l'automne dernier à l'invitation de la Communauté économique européenne.



Marcel Adam

Ce prétendu racisme des Québécois

Selon un sondage Sorecom rendu public mardi, la population québécoise serait sérieusement infectée par le virus raciste.

C'est en tout cas la désagréable impression produite par l'écho médiatique de cette consultation.

Quand on y regarde de plus près, cependant, les résultats ne permettent pas de tirer une conclusion aussi péjorative de notre peuple.

D'abord relevons les données qui me paraissent très positives: 81% des Québécois n'hésiteraient pas à embaucher un Noir et 82% accepteraient tout aussi facilement d'en avoir un comme patron, cependant que 79% feraient volontiers leur marché dans une épicerie tenue par un Noir.

Admettez qu'on a déjà vu plus raciste.

Regardons maintenant les aspects du sondage qui pour certains dénotent de graves comportements racistes.

Les données et les chiffres qui ont fait frémir certaines bonnes âmes sont les suivants: 65% des répondants hésiteraient à s'établir dans un quartier habité surtout par des Noirs. La moitié hésiteraient à épouser une personne de race noire ou n'aimeraient pas que leur enfant contracte une telle union.

Plus de la moitié (55%) se dit d'opinion que les troubles raciaux deviennent inévitables quand une société accueille trop de gens d'une minorité raciale. Enfin, un peu plus du quart des répondants hésiterait à habiter dans une maison de rapport où il y a quelques Noirs (28%) ou à louer un logement à une famille noire (27%).

Peut-on déduire de ces constatations que la population québécoise est raciste?

Le pdg de Sorecom et directeur du sondage soumet que «l'ensemble de ces chiffres nous indique qu'il y a un certain inconfort interracial envers les Noirs... ce qui nous empêche de dire: «Nous, on n'est pas raciste.»

Voilà une tournure d'expression négative qui revient à dire que nous sommes racistes. Mais plutôt que de nous dire, à la manière des sondages, si nous le sommes beaucoup, modérément ou très peu, le patron de Sorecom utilise une formule inusitée: sur un baromètre de racisme de 100 degrés, dit-il, nous nous situerions au 32e. Nous voilà bien avancés! La perfection n'étant pas de ce monde, quel est le degré acceptable dans une société civilisée? Il ne nous le dit pas; son baromètre lui permet seulement de

conclure avec assurance: «Il y a du racisme.»

Pour en avoir le cœur net j'ai vérifié comment on définissait le racisme dans le petit dictionnaire. L'ensemble de réactions qui, consciemment ou inconsciemment, s'accordent avec la théorie de la hiérarchie des races, (laquelle) conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure de tout croisement, et à son droit de dominer les autres.»

À la lumière de cette définition peut-on vraiment affirmer que les Québécois sont aussi racistes que l'indique le baromètre Sorecom?

Je crois que l'on qualifie trop souvent de racisme des manifestations de xénophobie ou de méfiance, ou tout simplement la propension, commune à tous les humains, de préférer la compagnie ou le commerce de leurs semblables.

Autrement dit, les êtres humains sont plus à l'aise avec leurs pareils. Ainsi ils préféreront toujours la compagnie de ceux avec lesquels ils ont des affinités, que celles-ci soient raciales, ethniques, familiales, culturelles, religieuses, professionnelles ou autres.

Si, à l'intérieur d'une même race, voire d'un même groupe ethnique, il y a discrimination en-

tre les classes sociales — la discrimination se faisant naturellement entre les torchons et les guenilles quand il s'agit du mariage, des quartiers d'habitation, l'appartenance à des organisations — il ne faut pas se scandaliser qu'il y ait ségrégation quand il s'agit des interrelations raciales et ethniques.

L'interprétation du sondage laisse entendre que c'est manifester un comportement raciste que de penser que les troubles raciaux sont inévitables quand une société fait une trop large place aux minorités visibles.

Les gens qui pensent cela sont beaucoup plus réalistes que ceux qui voient poindre chez eux l'oreille de la bête raciste. Les démographes ont en effet constaté que lorsque les minorités visibles atteignent un certain pourcentage (aux alentours de 10-15%, selon certains) de dangereuses tensions interraciales commencent à se manifester.

Encore là il ne s'agit pas de racisme mais d'une attitude de crainte de la part d'une majorité qui se sent menacée dans son identité. C'est un réflexe naturel, présent à des degrés variables chez tous les peuples, que l'éducation peut à la longue calmer mais non éliminer totalement.

LIBRE OPINION

Le public, troupeau aveugle et ignorant?

L'auteur est le coordonnateur de l'office des droits des détenus

JEAN-CLAUDE BERNHEIM

■ L'intérêt du sondage sur *Le citoyen face aux grandes institutions de l'État*, publié par *Le Devoir*, ne réside pas seulement dans les données qu'il nous transmet, mais surtout dans les réactions qu'il a suscitées. En effet, il est rare que les représentants des institutions prennent la peine de convoquer les journalistes pour répondre de leur image.

Dans le cas qui nous préoccupe aujourd'hui, ce sont les juges qui ont attiré notre attention, lors d'une conférence de presse convoquée à ce sujet, par deux de leurs représentants, soit le juge en chef

adjoint de la Cour des sessions, M. Jean Pierre Bonin, et le juge Jean-Guy Boilard de la Cour supérieure.

Pour le juge Bonin, l'opinion des sondés ne reflète pas la véritable image de la justice, et les médias d'information ont leur part de responsabilité dans cet état de fait.

Pour sa part, le juge Boilard considère que les médias n'y sont pour rien; par contre, il impute à un manque de connaissance de la chose judiciaire, la réponse à certaines des questions posées, ainsi qu'au fait que les affaires Griffin/Gosset et Bissonnet/Ouellette sont toutes récentes.

Voilà des positions en partie contradictoires, mais ayant en commun de faire reposer sur les autres la responsabilité de la piètre image de la justice.

Il est vrai que l'affaire Griffin/Gosset est récente; par contre, l'affaire O'Carroll/Parent l'est moins,

tout comme celle de Rock Forest, pour parler des plus spectaculaires qui s'inscrivent dans une liste passablement longue des cas de violence policière.

Quant aux affaires politiques, il suffit de lire régulièrement les journaux pour constater comment l'appareil judiciaire ménage nos honorables représentants. Le cas Thornhill qui vient de faire surface est éloquent à ce sujet, tout comme les affaires Stevens et Masse, par exemple.

Il ne faut pas oublier que les cas récents ne font que s'ajouter aux cas plus anciens et le seul effet majeur qu'ils peuvent provoquer, c'est de faire prendre conscience d'un état de fait généralisé, d'une situation institutionnalisée.

L'image qu'a le public de la justice est en fait l'exacte réalité de ce qu'est la justice: en d'autres mots, la justice n'a pas d'image, elle est vue telle qu'elle est et telle que les médias la divulguent. Quelle personne raisonnable peut nier que les riches et les tenants d'un pouvoir politique, économique ou judiciaire (affaire Fabien), reçoivent un tout autre traitement que le sans pouvoir? Qui se retrouve avec un casier judiciaire? La personne qui commet un vol à l'étalage de cinquante dollars ou celle qui commet une fraude fiscale d'un million? Qui va en prison? Le bénéficiaire de l'aide sociale qui fraude pour quelques milliers de dollars ou le bénéficiaire de la publicité trompeuse? Évidemment, on pourrait multiplier à l'infini les exemples.

Ironie du sort, les deux représen-

tants des juges sont justement deux honorables personnes avec lesquelles l'Office des droits des détenus a eu à composer. En effet, M. Bonin était le procureur de la Couronne dans l'affaire Patenaude, affaire dans laquelle Mme Patenaude vient de se voir octroyer 119 000\$ pour la mort de son mari abattu par l'escouade tactique de Montréal. À l'enquête du coroner, M. Bonin a défendu la thèse policière pour permettre au coroner Roch Héroux d'exonérer les policiers.

Quant au juge Boilard, il est celui qui a porté des accusations d'outrage au tribunal parce que nous avions osé dénoncer la torture au pénitencier Archambault, et mettre en cause la complicité policière dans ces atrocités, lesquelles, soit dit en passant, n'ont jamais fait l'objet d'une enquête judiciaire, justement parce que le juge en chef de la Cour des sessions de Saint-Jérôme a refusé de se saisir du dossier, tout comme le juge en chef adjoint de la Cour supérieure du District de Montréal...

Tout ça pour dire que le public n'est pas un troupeau que l'on peut manipuler aisément. Ce public, que certains accablent aujourd'hui pour la sévérité de son jugement, s'est montré à la fois capable d'apprécier la performance de notre système et d'en dénoncer l'imperfection. Sans cette clairvoyance, qui sait jusqu'où iraient les abus? Car voilà justement le rôle précieux de l'opinion publique en démocratie: exercer un effet dissuasif sur les personnes ou les systèmes qui entretiennent des ambitions totalitaires.

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulièrement à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400.» Port de retour garanti.

RENSEIGNEMENTS	285-7272		
ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.			
REDACTION	285-7070	Commandes ou corrections	285-7111
PROMOTION	285-7100	lundi au vendredi de 8h. à 17h.	
COMPTABILITE		Grandes annonces	
Grandes annonces	285-6892	Détailants	285-7202
Annonces classées	285-6900	National, Télé-Presse	285-7306
		Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

REPERE

La dérive danoise

Huit mois à peine après avoir reconduit au pouvoir une coalition de centre droit affaiblie, les Danois se retrouvent à nouveau en campagne électorale et l'Alliance atlantique retient son souffle.

Cette crise a été déclenchée le 14 avril par l'adoption au Folketing (parlement), et ce contre l'avis du gouvernement, d'une motion hostile à la visite dans les ports danois des navires de l'OTAN dotés d'armements nucléaires. Cinq jours plus tard, le premier ministre Poul Schlüter dissolvait la chambre et annonçait la tenue d'élections anticipées le 10 mai prochain.

C'était la 23e fois en six ans que le Parlement passait une résolution sur des questions de défense, malgré les objections du gouvernement. Mais, cette fois-ci, le leader de l'opposition Svend Auken (social-démocrate) est allé trop loin et a, en fait, fourni au premier ministre l'occasion de retourner devant les électeurs avec un certain nombre d'atouts en main.

En limitant la campagne à une vingtaine de jours seulement, Schlüter a pris de court une bonne partie de l'opinion et de la classe politique qui n'aura guère le temps de s'organiser. Plusieurs petits partis (écologistes surtout) ne parviendront sans doute pas à réunir à temps les 20 000 signatures de sympathisants indispensables pour présenter les listes de candidats.

En outre, le premier ministre a dramatisé les enjeux et transformé ce scrutin législatif en véritable référendum sur « la pleine appartenance du Danemark à l'OTAN ». « Qui peut avoir la prétention de voyager en première classe avec un billet de troisième? », a-t-il demandé en lançant sa campagne. Le secrétaire d'Etat George Shultz a été plus direct en rappelant au Danemark « la nécessité de partager à la fois les avantages et les inconvénients » d'une alliance militaire comme l'OTAN.

Pour le leader de l'opposition, cette question est « secondaire » et sert de « prétexte » à Schlüter pour faire oublier l'échec de sa politique économique.

Dès l'adoption de la résolution du Folketing, Washington et Londres ont réagi vigoureusement et menacé de rompre toute coopération militaire avec Copenhague. Pour eux, il n'est pas question d'informer les autorités danoises sur la nature des armes à bord de leurs navires de guerre.

La Nouvelle-Zélande, rappelle-t-on, avait déjà tenté en 1986 d'imposer à l'US Navy cette même procédure. Washington avait répliqué aussitôt en gelant ses relations avec Auckland en matière de défense, de même que les activités de l'ANZUS, l'organisme de défense du Pacifique sud. Cependant, en contrôlant les entrées de la Baltique, le Danemark occupe une position stratégique essentielle à la défense du flanc nord de l'OTAN, ce qui justifie quelque mansuétude.

Même si, selon un sondage récent, deux tiers des Danois sont favorables au maintien de leur pays dans l'OTAN, le pari de Schlüter est loin d'être gagné. Tout se complique en effet si l'on étend la question aux armes nucléaires ou au budget de la Défense : plus de 75 p. cent des personnes interrogées soutiennent une interdiction nucléaire et 80 p. cent trouvent les dépenses militaires trop élevées ou bien suffisantes.

Même les partisans de Schlüter l'admettent, le risque est grand que le scrutin du 10 mai ne résolve ni la querelle nucléaire ni la crise politique danoise. Une éventualité que les milieux atlantiques tentent d'empêcher à coup de menaces, de pressions et même de rapport secret, opportunément rendu public, sur l'accroissement constant du potentiel nucléaire soviétique.

GILBERT GRAND



La déflagration n'a laissé que quelques débris sur cette place de Kaboul.

PHOTO AP

Six morts dans un attentat à Kaboul

La bombe placée dans un camion a fait également 49 blessés

d'après AFP, AP, UPI et Reuter
KABOUL

L'explosion d'une bombe placée dans un camion portant des plaques d'immatriculation pakistanaise, a fait six morts et 49 blessés hier à la périphérie d'un quartier commerçant très animé de Kaboul, a indiqué la police afghane.

Quatre hommes, une femme et un enfant ont été tués par l'explosion, a précisé le général Saifullah, chef de la police de Kaboul. Cet attentat a été commis au lendemain de la célébration par le gouvernement pro-soviétique de Kaboul du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire.

Vingt-sept personnes ont été hospitalisées, tandis que 22 autres souffrent de blessures légères, a ajouté le général Saifullah lors d'une conférence de presse.

Le chef de la police de Kaboul a attribué la responsabilité de l'attentat aux « ennemis de

la paix », faisant ainsi apparemment référence aux rebelles afghans opposés au régime pro-soviétique. « Les mobiles des auteurs de l'attentat sont clairs : ce sont les gens qui s'opposent à la paix, à la politique de réconciliation nationale en Afghanistan, (...) ils seront traités conformément à la loi », a-t-il dit.

La police a déterminé les adresses — en Afghanistan — du chauffeur et du propriétaire du camion piégé, a-t-il indiqué. Les véhicules pakistanais peuvent pénétrer en Afghanistan avec des permis temporaires.

Plusieurs véhicules ont été détruits et les vitres des immeubles, dans un rayon de 200 mètres, ont volé en éclats lors de l'explosion de l'engin qui était « de très forte puissance », selon le chef de la police.

L'agence soviétique TASS, dans une dépêche datée de Kaboul, a affirmé que le camion contenait 150 kg d'explosifs.)

Après l'attentat, le quartier a été bouclé par la police et l'armée afghane, qui ont empêché les photographes et les journalistes de s'ap-

procher du lieu de l'explosion. De nombreux journalistes occidentaux sont présents à Kaboul en prévision du retrait des militaires soviétiques à partir du 15 mai prochain.

Par ailleurs, les violents combats qui se déroulent entre l'armée afghane et les Moudjahidine tentent depuis quelques jours de reprendre le contrôle de l'important axe routier Peshawar-Kaboul.

Plus de deux cent tirs de l'artillerie afghane ont été dirigés contre des villages et contre la ville pakistanaise de Landikotal située dans la passe de Khyber (est de Peshawar). Les Moudjahidine tentent depuis quelques jours de reprendre le contrôle de l'important axe routier Peshawar-Kaboul.

D'autre part, les États-Unis ont décidé de réduire de moitié les effectifs de leur ambassade à Kaboul à la suite d'informations selon lesquelles Téhéran envisagerait des représailles après les récents affrontements américano-iraniens dans le Golfe, rapportait hier le Washington Post.

Israël abat un 2e commando palestinien en deux jours

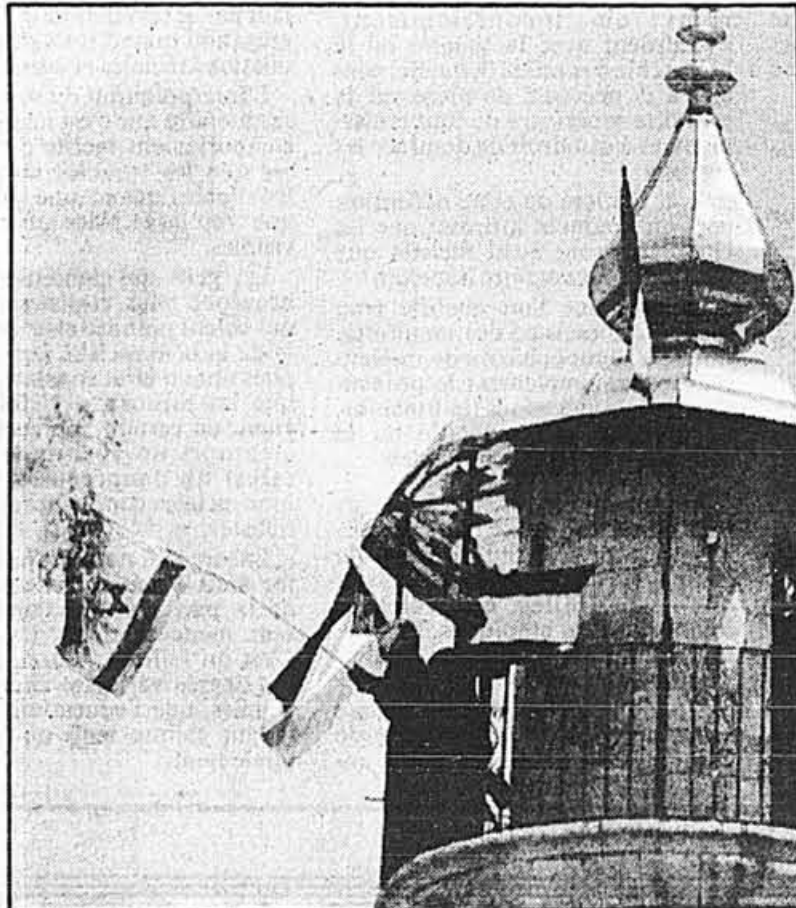
d'après AFP, Reuter et AP
JÉRUSALEM

Pour la seconde fois en deux jours, un commando-suicide a tenté de s'infiltrer dans le nord d'Israël, au moment où la résistance des Palestiniens s'organise afin d'entraver la campagne de « normalisation » des autorités d'occupation. Par ailleurs, dans un rapport officiel publié hier, l'armée israélienne a rendu un colon de droite responsable des morts de Beita.

Deux membres d'un commando — encore non identifié — infiltré à la frontière nord d'Israël, dans le doigt de la Galilée, ont été tués, hier après-midi, par l'armée israélienne après avoir lancé une grenade contre un camion israélien, blessant le conducteur. Mardi déjà, toujours dans le nord du pays, un accrochage avait opposé un commando de trois hommes qui venaient de s'infiltrer à travers la frontière à une unité israélienne, faisant deux morts dans les rangs israéliens, dont un lieutenant-colonel. Les trois membres du commando ont été tués.

En Cisjordanie, après trois jours d'accalmie, un violent affrontement a éclaté, hier, entre manifestants palestiniens et soldats israéliens, au cours duquel une jeune Palestinienne, Arij Ismail Daoud Adik, 15 ans, a été tuée par balles, selon des sources palestiniennes. L'incident s'est produit près de la mosquée du village de Kafr El-Dik, à proximité de Naplouse. Ce décès porte à 168 le nombre de Palestiniens tués depuis le début des émeutes dans les Territoires occupés, le 8 décembre, selon un décompte palestinien.

Un calme relatif a toutefois régné dans le reste des Territoires occupés. Mais, remarque-t-on, les



Des villageois de Kafr el-Dik, en Cisjordanie occupée, brûlent un drapeau israélien du minaret de la mosquée locale après que des soldats israéliens eurent abattu une Palestinienne de 15 ans, Arij Ismail Daoud Adik. Le rapport de l'armée israélienne imputait entre-temps à un colon de droite la mort de la jeune Israélienne Tirza Porat, abattue dans le village de Beita le 6 avril.

PHOTO REUTERS

militants palestiniens s'efforcent d'entraver la nouvelle politique de « normalisation » israélienne, entreprise depuis le début de la semaine par les autorités. La radio israélienne annonce, pour sa part, que des milliers de travailleurs palestiniens se sont rendus en Israël, les commerces ont ouvert normalement et les élèves ont regagné les bancs de l'école.

Entre temps, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, le général Amram Mitzna, commandant de la région centre d'Israël, a lu le rapport définitif établi par l'armée et la police à la suite de l'affrontement sanglant survenu

à Beita le 6 avril dernier, au cours duquel deux villageois palestiniens et une Israélienne de 15 ans avaient été tués.

Le désir d'en découdre et la négligence d'un colon israélien ont contribué à provoquer l'incident. Selon le rapport, Romam Aldubi, militant ultra-nationaliste qui avait déjà participé à des actions de milices juives anti-arabes, a tué Tirza Porat, 15 ans, par accident, après avoir abattu deux jeunes Palestiniens et en avoir blessé deux autres alors qu'il escortait un groupe d'adolescents juifs de la colonie de peuplement d'Elon Moreh, en Cisjordanie.

L'Iran accuse l'Arabie d'être « à la solde de Washington »

d'après AFP et UPI
KOWEIT

L'Iran a estimé hier que c'était « sur décision » des États-Unis que le royaume saoudien avait rompu, la veille, ses relations avec la République islamique, le premier ministre Mir Hossein Mousavi affirmant que la rupture démontrait « l'incompatibilité de l'islam authentique avec l'islam à la solde des États-Unis ».

À Koweït, un attentat a été commis devant les locaux des Saudi Airlines, blessant un gardien.

Entre-temps, un convoi de la marine américaine escortant trois bâtiments saoudiens repavillonnés aux États-Unis ainsi qu'un pétrolier américain reprenait sa route pour le Koweït après avoir interrompu son voyage, la veille, en raison du mauvais temps.

À Vienne, le vice-ministre iranien du Pétrole Hossein Kazempour Ardebili remarquait dramatiquement que cette rupture avait coïncidé avec les premières rencontres entre pays de l'OPEP et pays pétroliers non membres de l'OPEP, et il lançait un appel en faveur d'une coopération accrue entre producteurs pétroliers.

Sur les ondes de Radio-Téhéran, Mousavi soulignait pour sa part la coïncidence entre la décision de Ryad et « l'agression américaine contre l'Iran dans le Golfe ». Un porte-parole des Affaires étrangères affirmait pour sa part que « plus les pays de la région se lieront à la politique américaine, plus l'Iran renforcera ses liens avec les peuples de ces pays ».

Épreuve de force aux Forges Lénine

d'après AFP, Reuter et UPI
VARSOVIE

La grève se poursuivait hier, à l'usine Lénine de Nowa-Huta, en Pologne où le comité de grève a demandé des hausses de salaires plus élevées à la suite de la rupture des négociations. D'autre part, le comité d'entreprise du syndicat dissous Solidarnosc des aciéries de Stalowa-Wola a annoncé hier à la direction qu'il lancerait un appel à la grève pour demain au cas où ses revendications n'étaient pas satisfaites.

Ainsi, une véritable épreuve de force s'est engagée hier entre la direction et le Comité de grève aux Forges Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie (sud de la Pologne), alors que la grève prenait un caractère de plus en plus politique et que les négociations se trouvaient au point mort. La direction, indique-t-on de source sûre sur place, est disposée à examiner les revendications salariales mais est totalement opposée à réintégrer des militants de Solidarnosc, licenciés dans le passé pour activités syndicales.

Quelque 12 000 des 15 000 ouvriers des aciéries étaient en grève tandis que les 15 000 employés de l'administration et des services étaient à leur travail, indique-t-on de source proche de l'opposition, rectifiant ainsi le nombre de 20 000 grévistes avancé précédemment. La grève, déclenchée mardi à l'appui de revendications salariales et de la réintégration de quatre militants de Solidarité licenciés, fait suite aux augmentations de plus de 60 p. cent obtenues par le personnel des transports de Bydgoszcz après un arrêt de travail, lundi.

Pour une grande partie des grévistes (l'entreprise compte plus de 30 000 salariés), il n'est pas question de renoncer à leur demande de réintégration de leurs camarades, notamment de MM. Mieczyslaw Gzil, Edward Nowak, Stanislaw Handzlik, tous les trois membres de la direction nationale ou régionale de Solidarnosc à l'époque légale de son existence.

Dans cette situation, les grévistes ont haussé le ton et réclament désormais une augmentation de 50 p. cent de leurs salaires avec en plus une prime de vie chère de 12 000 zlotys environ (environ \$36 Can.), ce qui représente 70 p. cent du salaire moyen d'un métallurgiste se situant autour de 40 000 zlotys (\$122 Can.). Ils réclament également une nouvelle prime mensuelle de 6 000 zlotys (environ \$15 Can.) pour tous les ouvriers, enseignants, travailleurs de la santé et retraités de Pologne, en compensation des énormes hausses de prix imposées en février.

L'échec des pourparlers, n'a fait qu'approfondir le mécontentement et les rangs des grévistes ont considérablement grossi hier avec l'arrivée de la dizaine de milliers de métallurgistes de l'équipe du matin, qui n'ont pas repris le travail et se sont joints à leurs camarades de l'équipe de la nuit.

M. Alfred Miodowicz, président du Conseil Central des Syndicats Officiels (OPZZ) et membre du Bureau Politique du PC polonais, est arrivé de Varsovie pour présider aux Forges Lénine une réunion des cadres administratifs et techniques de l'établissement.

Pour sa part, le prix Nobel de la paix, Lech Walesa, qui se dit « très surveillé par la police », a apporté son soutien aux grévistes. Dans une déclaration, il a invité la population à « serrer les rangs dans l'intérêt du pays et à faire preuve de solidarité pour exercer des pressions sur les autorités de la Pologne Populaire afin de les contraindre à réintégrer le pluralisme syndical et les accords » de Gdansk d'août 1980, prévoyant notamment le respect de la liberté d'expression et des droits civiques.

L'URSS et la « stabilité stratégique » en Asie

Agence France-Presse
MANILLE

L'URSS a présenté mardi, à Manille, une série de propositions inhabituellement détaillées visant à freiner la course aux armements nucléaires en Asie et à renforcer la stabilité stratégique avec les États-Unis.

Lors d'une conférence de presse, l'ambassadeur Oleg Sokolov a déclaré que l'URSS proposait « de ne pas augmenter le nombre d'avions à capacité nucléaire en Asie soviétique à condition que les États-Unis ne déploient pas dans la région des systèmes d'armes nucléaires supplémentaires ayant la capacité d'atteindre le territoire soviétique ».

Moscou souhaite également « l'ouverture de discussions pour réduire les activités des marines soviétiques et américaines dans le Pacifique de façon à réduire le danger d'une possible confrontation ».

L'URSS souhaite aussi que l'on parvienne à « restreindre les zones où les navires à capacité nucléaire opèrent habituellement » et à « freiner la course aux systèmes d'armes anti-sous-marines ». Enfin, elle estime que « l'importance des manœuvres des marines dans les océans Indien et Pacifique » devrait être « limitée ».

Les Philippines abritent deux des plus importantes bases stratégiques américaines à l'étranger — l'une navale, l'autre aérienne —, et de difficiles négociations viennent de commencer entre Manille et Washington sur le statut de ces installations.

L'URSS dispose pour sa part de facilités portuaires au Vietnam, ainsi qu'au Cambodge occupé par les Vietnamiens, et le vice-ministre des Affaires étrangères, Igor Rogatchev, déclarait hier à Paris que son pays ferait tout son possible pour parvenir à un règlement du problème cambodgien, mais qu'il doit « tenir compte » des « réalités politiques qui existent en Indochine ».

Rogatchev a implicitement confirmé dans une interview que ses entretiens lundi et mardi dans la capitale française avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires d'Asie et du Pacifique, Gaston Sigur, n'avaient pas permis de faire de progrès spectaculaires sur le problème cambodgien.

« L'URSS et les États-Unis ne sont pas aptes à résoudre » ce problème qui, a-t-il dit, « ne dépend pas de nous ». « Il est difficilement concevable », a-t-il ajouté, d'imaginer qu'une simple rencontre avec Sigur puisse « modifier largement la situation présente ».

Au cours de cette rencontre, Sigur a demandé une nouvelle fois aux Soviétiques de faire pression sur le Vietnam pour qu'il retire ses troupes du Cambodge. Hanoi a réagi vivement à la mi-avril lorsque Rogatchev avait déclaré à Bangkok que l'Accord de Genève sur l'Afghanistan pouvait servir de modèle au Cambodge.

Le décor est planté pour un affrontement Bush-Dukakis

Jackson s'en prend vertement au vice-président

d'après AFP, AP, UPI et Reuter
WASHINGTON

Le décor est planté pour un affrontement entre le républicain George Bush et Michael Dukakis (démocrate) dans l'élection présidentielle américaine du 8 novembre après les triomphes remportés par les deux hommes mardi dans les primaires de Pennsylvanie.

Le vice-président Bush a d'ailleurs ouvert les hostilités dès mardi soir en attaquant le gouverneur du Massachusetts sur le thème de la politique étrangère, s'attirant une réplique immédiate. M. Bush a attaqué M. Dukakis sur la politique étrangère, domaine dans lequel il estime que son futur adversaire « ne sait pas grand chose » et dont il entend faire « un thème majeur lors de la campagne cet automne ».

M. Dukakis a immédiatement répliqué en disant qu'« il n'était pas sûr que l'expérience était indispensable quand elle consiste à être resté assis à côté du président et à ne rien faire pendant qu'on échange avec l'ayatollah (Khomeiny) des armes contre des otages, quand elle consiste à aller aux Philippines (...) et féliciter (l'ex-président) Marcos pour son dévouement à la démocratie, ainsi qu'à soutenir une politique illégale et qui a échoué en Amérique centrale ».

Rappelons qu'en Pennsylvanie M. Bush, qui n'avait plus aucune opposition, a obtenu mathématiquement l'assurance d'être le candidat des républicains en dépassant la majorité requise de 139 délégués à la convention du parti qui se tiendra en août à la Nouvelle-Orléans (Louisiane).

L'investiture étant dans la poche pour M. Bush, le président Ronald Reagan, enfin libre de sortir de sa neutralité, s'est entretenu avec son vice-président hier.

De son côté, grâce à une victoire en forme de rade-marée en Pennsylvanie sur son seul concurrent, le pasteur Jesse Jackson, M. Dukakis a creusé l'écart

avec lui et compte 1 263 délégués, contre 852 au candidat noir.

Il lui en manque encore environ 800 pour atteindre la majorité requise de 2 081. Il en reste 835 à attribuer avant la convention du mois de juillet à Atlanta (Georgie) auxquels s'ajoutent 600 délégués encore non engagés et tous les observateurs estiment que la nomination ne peut plus lui échapper. Il est d'ailleurs largement le favori des primaires de l'Ohio et de l'Indiana mardi prochain.

Toujours prudent, M. Dukakis se garde de crier déjà victoire et promet de « faire campagne aussi fort que possible » jusqu'à la dernière primaire, le 7 juin en Californie. Mais son succès le plus impressionnant depuis le début de la campagne a incité un spécialiste des études d'opinion à déclarer qu'« il est en train d'émerger comme le candidat du consensus ».

Jesse Jackson, lui, a promis de rester dans la course jusqu'à la dernière primaire il a profité de son passage à Cincinnati hier pour lancer quelques flèches à George Bush sans mentionner M. Dukakis. M. Bush, qui s'est adressé aux télédiffuseurs de l'Ohio mardi, avait centré son allocution sur la question de l'Initiative de défense stratégique (Star Wars ou IDS). M. Jackson, à qui on a demandé hier ce qu'il pensait du programme, a rétorqué : « Je ne peux m'imaginer le vice-président parlant de l'IDS comme s'il s'agissait d'une priorité pour l'Ohio. Il parle de la guerre des étoiles lorsque nos enfants n'ont pas les moyens d'aller à l'université, lorsque les gens qui travaillent au salaire minimum ne peuvent faire face au coût de la vie. C'est presque une digression de la réalité. »

« Dans les rues de Cincinnati, nous sommes témoins du problème de la drogue, du chômage, d'une crise du logement. Il n'y a pas d'espoir pour ces gens dans la défense de la guerre des étoiles, sauf pour une minorité de chercheurs. Il n'y a pas d'espoir dans la guerre des étoiles pour nos enfants, nos sans-abris, pour ceux qui n'ont pas d'assurance-maladie. Il n'y a pas d'avenir véritable pour nous dans la guerre des étoiles. »

ADORABLES!



GOURAMIS DORÉ (GROS)

PRIX RÉGULIER: 5,99\$
PRIX RÉDUIT:

1,99\$*



TETRA-MIN, 1 LITRE

PRIX RÉGULIER: 24,99\$
PRIX RÉDUIT:

19,99\$*



VEZ VOIR NOS SHAR-PEI, LES FAMEUX CHIOTS PLISSÉS.

GRANDE SÉLECTION DE CHIENS TOUS EXAMINÉS PAR DES VÉTÉRINAIRES.

BICHON FRISE OU SHIH-TZU

PRIX RÉGULIER: 600,00\$ chacun

PRIX RÉDUIT:

399,99\$*

EN VENTE JUSQU'À LUNDI*

25% DE RÉDUCTION

sur les bâtonnets à mâcher en cuir brut, en peau de bœuf et les bâtonnets d'ail.

BÉBÉS PERRUCHES

PRIX RÉGULIER: 11,99\$

PRIX RÉDUIT:

1,99\$

à l'achat d'une cage*
CAGE EN CHROME "CORRAL" #B-3655

PRIX RÉGULIER: 64,99\$

PRIX RÉDUIT:

49,99\$

avec perruche*



NATURE PET CENTRES D'ANIMAUX
On y est pour la vie.

Comptoir Pointe Claire
8321, Route Transcanadienne
Pointe-Claire (Québec) H9R 5A5
(514) 624-2221

Les Maires d'Anjou
7500, Boul. d'Anjou
Ville d'Anjou (Québec) H1M 3J8
(514) 353-7811

Dupla exclusiv
Distributeur

HAGEN
Produits de qualité
*Jusqu'à épuisement des stocks.

Niagara!

UN TRAIN DU TONNERRE

MONTREAL/CHUTES DU NIAGARA Escapades à partir de **130 \$***

Venez découvrir les chutes du Niagara, l'une des grandes merveilles de la nature, le spectacle de son et lumière le plus grandiose au monde. Rier, d'étonnant à ce que des milliers de touristes affluent chaque année vers ce site magnifique.

Venez visiter Marineland, l'un des plus grands centres d'attractions au pays et les tours imposantes. Les chutes du Niagara restent encore l'un des endroits les plus romantiques de la terre pour tous ceux qui s'aiment. C'est un monde de plaisir.

De plus, une Escapade VIA Rail transformera votre séjour en véritables mini-vacances. VIA s'occupera du transport, de l'hôtel et des activités de votre choix, aux dates qui vous conviennent et à un prix bien invitant.

Laissez VIA Rail vous transporter sur toute la ligne! N'hésitez plus et téléphonez-nous dès maintenant. On vous attend.

VEZ VOIR COMME L'ONTARIO A CHANGÉ.

* Prix minimum par personne. Comprend le transport aller et retour en voiture-coach et une nuit à l'hôtel (occupation double). Les prix sont sujets à changement sans préavis et peuvent varier selon l'hôtel, les activités choisies et la date du départ. Renseignez-vous sur les économies que vous pouvez réaliser grâce au tarif Ambassadeur et au tarif de groupe.



Pour renseignements et réservations sur les Escapades VIA Rail, communiquez avec votre agence de voyages ou téléphonez à VIA Rail au **871-1331**

ONTARIO Irrésistible!

Pour en savoir plus sur les destinations de l'Ontario, téléphonez, sans frais, à notre service d'informations au **1-800-268-3736**

688

PRIX EN VIGUEUR DU 25 AVRIL AU 4th MAI INCLUSIVEMENT.

W.H. Perron vous offre 688 variétés de plantes vivaces

Qui dit mieux!

Terre de plantation
95\$ 40 x ch. 30 litres

Terre de finition
2,75\$ ch. 30 litres

DIMANCHE SEULEMENT

GRATTEZ VOTRE CHANCE

10 à 50% DE RABAIS

TOUT LE MONDE GAGNE!

DIMANCHE SEULEMENT

GARDENA
SYSTÈME D'ARROSAGE

La semence de gazon enrobée W.H. Perron... Celle qui se démarque!

L'ENROBAGE:

- Améliore la précision d'ensemencement.
- Renforce les jeunes pousses.
- N'attire pas les oiseaux.
- Protège des excès d'engrais.

750 g **5,69\$**
1,5 Kg **10,89\$**
3 Kg **19,89\$**
10 Kg **59,89\$**

OUVERT LE DIMANCHE
de 10h00 à 16h30

Laval
515 boul. Labelle
Boul. Cartier
Boul. de Carletonville
332-3610

Boisbriand
2000 rue Dubois
Sortie 27^e avenue
640
435-2182

HEURES D'OUVERTURE
Lundi, mardi, mercredi 9h à 18h
Jeudi, vendredi 9h à 21h
Samedi 8h30 à 17h

W.H. PERRON

Pour qu'ça pousse en beauté

Un sondage accorde 57 p. cent des voix à François Mitterrand au second tour

d'après AFP et Reuter
PARIS

Si les désistements et ralliements pour le second tour de l'élection présidentielle se sont accélérés, hier, alors que les deux candidats encore en lice, MM. François Mitterrand et Jacques Chirac affûtent leurs armes pour le grand débat télévisé de la campagne, un des premiers sondages publiés après le premier tour de l'élection présidentielle donne François Mitterrand largement vainqueur de Jacques Chirac, avec 57 p. cent des voix contre 43 p. cent pour le second tour.

Selon le sondage BVA (paraissant dans Paris-Match), réalisé le 25 avril sur un échantillon de 1297 personnes, François Mitterrand progresse de deux points dans les intentions de vote par rapport à la même enquête réalisée « à chaud » le 24 avril, au soir du premier tour. 85 p. cent des personnes interrogées déclarent avoir fait leur choix définitif, 11 p. cent disent pouvoir encore changer et 4 p. cent ne se prononcent pas.

Selon ce sondage, les électeurs de Raymond Barre se reportent à 20 p. cent sur François Mitterrand et à 71 p. cent sur Jacques Chirac. Ceux de Jean-Marie Le Pen votent à 31 p. cent pour M. Mitterrand et à 59 p. cent pour M. Chirac. Paris-Match indique que « pour la première fois depuis mars 1984, la Droite obtient, en termes d'intentions de vote législatives un score inférieur à celui de la Gauche ».

Entre temps, si le jeu des désistements et ralliements a commencé, il ne préjuge cependant nullement des reports de voix réels au second tour. Hier, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing a apporté son soutien au premier ministre Jacques Chirac. Avant le premier tour de scrutin dimanche dernier, M. Giscard d'Estaing avait refusé de se prononcer en faveur de M. Chirac ou de M. Barre qui furent tour à tour ses premiers ministres. On sait que M. Barre, éliminé au premier tour, avait apporté son soutien à M. Chirac dès dimanche soir.

Le désistement le plus attendu demeure toutefois celui du leader du Front National, M. Le Pen, qui a réuni sur son nom près de 15 p. cent de voix dimanche dernier, a annoncé qu'il donnerait ses consignes de vote le 1er mai, à l'issue d'une manifestation de ses partisans qui doit traverser le centre de Paris.

Dans l'autre camp, M. Mitterrand a reçu l'appui de quatre anciens ministres de M. Giscard d'Estaing, parmi lesquels l'écrivain Françoise Giroud, ex-secrétaire d'Etat à la condition féminine. Le président socialiste devrait également bénéficier du désistement du parti communiste, malgré l'attachement d'une fraction de militants « durs » à une consi-

Les Coréens contrent l'autoritarisme de Roh Tae-woo

d'après AFP et Reuter
SÉOUL

Le président Roh Tae-woo, en poste depuis à peine deux mois, a subi un revers surprise aux législatives de mardi et il affronte en position de faiblesse des opposants décidés à l'attaquer sur la répression, la corruption et la validité de l'élection présidentielle elle-même, estiment les analystes.

Le Parti démocratique de la justice (DJP) est devenu le premier parti gouvernemental à perdre le contrôle du Parlement en 40 ans d'histoire de régimes autoritaires en Corée. Mis en minorité, il n'obtient que 125 sièges contre quelque 170 à une opposition divisée mais décidée à exercer contre lui les pouvoirs d'investigation étendus du nouveau Parlement de 299 membres.

Le DJP reste le premier parti mais échoue à 25 sièges de la majorité absolue, selon les résultats définitifs.

A cette première surprise s'ajoute celle d'un retour en force de l'opposant Kim Dae-jung, dirigeant charismatique et populiste présenté comme un homme du passé après sa 3e place au scrutin présidentiel de décembre dernier.

Avec 71 députés, l'ancien dissident condamné à mort surclasse les 59 élus du modéré Kim Young-sam, second aux présidentielles mais dont l'avenir s'annonce difficile face à son puissant rival. Un 3e Kim, l'ancien premier ministre Kim Jong-pil, fait également un retour remarqué avec 35 élus. Dix autres députés, dont une moitié d'opposants, ont été élus comme indépendants.

Roh a reconnu que des difficultés politiques l'attendaient, mais il s'est engagé à « respecter humblement la volonté du peuple ». Sollicitant le concours de l'opposition pour assurer la stabilité politique, il a ajouté: « Selon la manière dont nous y prendrons, ceci peut avoir pour résultat de faire progresser le pays vers une plus grande maturité politique ».



PHOTO REUTERS

Des militaires français prennent l'avion de transport qui doit les conduire en Nouvelle-Calédonie.

gne d'abstention pour le second tour.

Par ailleurs, avant le 1er mai, l'autre temps fort de la semaine sera le débat télévisé prévu ce soir entre les deux candidats. Malgré un accord sur « les conditions

techniques » du débat, le président François Mitterrand a estimé « qu'entière liberté devait être laissée aux chaînes de télévision sur l'organisation de ce débat et le choix des journalistes ». Des différends se seraient élevés entre

les conseillers des deux candidats sur le choix et le nombre des journalistes.

D'autre part, la flambée de violence que connaît la Nouvelle-Calédonie a fait une brutale irruption dans la campagne électorale et a été un constant terrain d'affrontement entre les deux hommes depuis le début de leur « cohabitation ». A ce sujet, six gendarmes du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) ont été pris en otage, hier, à Ouvéa.

Les huit hommes ont été capturés alors qu'ils tentaient de parlementer avec les ravisseurs des gendarmes enlevés vendredi dernier lors de l'attaque de la brigade territoriale de Fayaoûé. Ils sont détenus avec les 15 autres otages dans une grotte difficilement accessible située dans le nord d'Ouvéa et gardée par 15 hommes armés. Cette opération constitue un revers humiliant pour l'autorité française en Nouvelle-Calédonie.

Plusieurs affrontements armés, officiellement qualifiés de « très durs », se sont produits en divers points du territoire, où les indépendantistes armés ont continué à ériger des barrages sur les routes. Des Calédoniens d'origine européenne ont eux aussi sorti leurs armes et dressé des barrages. Le Front National (Le Pen) a menacé de faire intervenir ses militants si les autorités n'avaient pas rétabli l'ordre dans les 48 heures.

Les É.-U. condamnent « l'holocauste » de la Renamo au Mozambique

d'après AFP et Reuter
MAPUTO

Un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat américain a accusé hier les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo, guérilla soutenue par l'Afrique du Sud) d'être responsables de « l'un des pires holocaustes depuis la Seconde Guerre mondiale ».

Roy Stacy, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires africaines, qui s'exprimait au cours d'une conférence ouverte lundi à Maputo sur l'aide d'urgence à apporter au Mozambique, a accusé la RENAMO de « mener une guerre atroce, brutale et systématique contre d'innocents civils mozambicains, par le travail forcé, la famine, les contraintes physiques et le meurtre gratuit ».

A cette conférence, regroupant 22 pays, 40 ONG et huit agences de l'ONU, le Mozambique demandait hier une aide de \$300 millions pour faire face à la famine qui touche près de 6 millions de personnes du fait de la campagne de terrorisme et de sabotage de la Renamo.

Entre-temps à Zomba, au Malawi, le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés, Jean-Pierre Hocke, annonçait que son organisme se chargerait d'obtenir une aide internatio-

nale destinée aux plus de 500 000 paysans mozambicains réfugiés au Malawi.

L'attaque américaine contre la Renamo s'appuie sur un rapport publié la semaine dernière par le secrétariat d'Etat américain selon lequel au moins 100 000 civils mozambicains ont été tués par le mouvement de guérilla depuis un an.

Les États-Unis n'ont pas officiellement accusé l'Afrique du Sud de soutenir la Renamo, mais Stacy a déclaré que ceux qui soutiennent la Renamo, « où qu'ils puissent être, ne peuvent laver le sang de leurs mains à moins de cesser immédiatement tout soutien à cette violence invraisemblable ».

En Afrique du Sud même, la police procédait à une démonstration de force dans le ghetto d'Oukasié, près de Pretoria, pour empêcher le flux de squatters, une Blanche de 38 ans était arrêtée dans le cadre d'une enquête sur la profanation d'une synagogue de Durban et quatre jeunes Métis du Cap, dont une femme, refusaient de répondre au chef d'accusation de terrorisme pour lequel ils comparaissent devant la Cour suprême.

Enfin, Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, était reçu à Moscou par les dirigeants du Kremlin.

C'EST LA FIN

L'INCROYABLE SOLDE «NE PAYEZ PAS UN SOU»



MODÈLE TRÈS POPULAIRE, COUSSINS EN MOUSSE ÉPAISSE AVEC PIQÛRE AU POURTOUR D'UN CÔTÉ. COTON À MOTIF FLORAL.

CANAPÉ 84 1/2 POUCES	CAUSEUSE 67 POUCES
499	449
FAUTEUIL	POUF 40" x 23"
349	149



INCROYABLE!

Mobilier modulaire 3 pièces

Revêtement coton polyester texturé. Coussins en mousse réversibles enveloppés de Dacron polyester. Coussins de dossier en Dacron polyester. Bordures de siège souples.

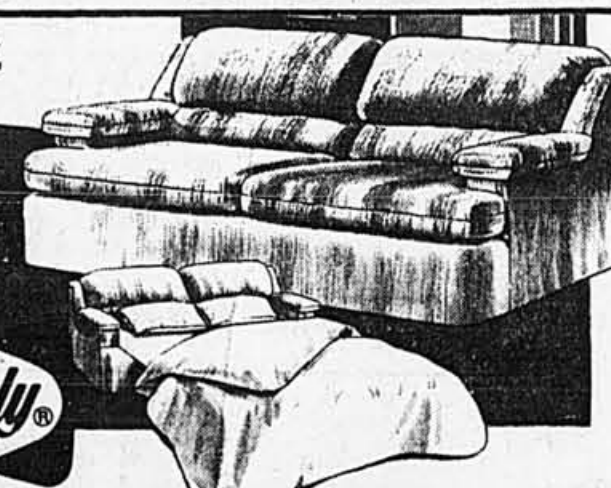


1499

AUBAINE! Canapé-lit contemporain SEALY

669

Matelas à ressorts dissimulé formant un lit double pour deux personnes.



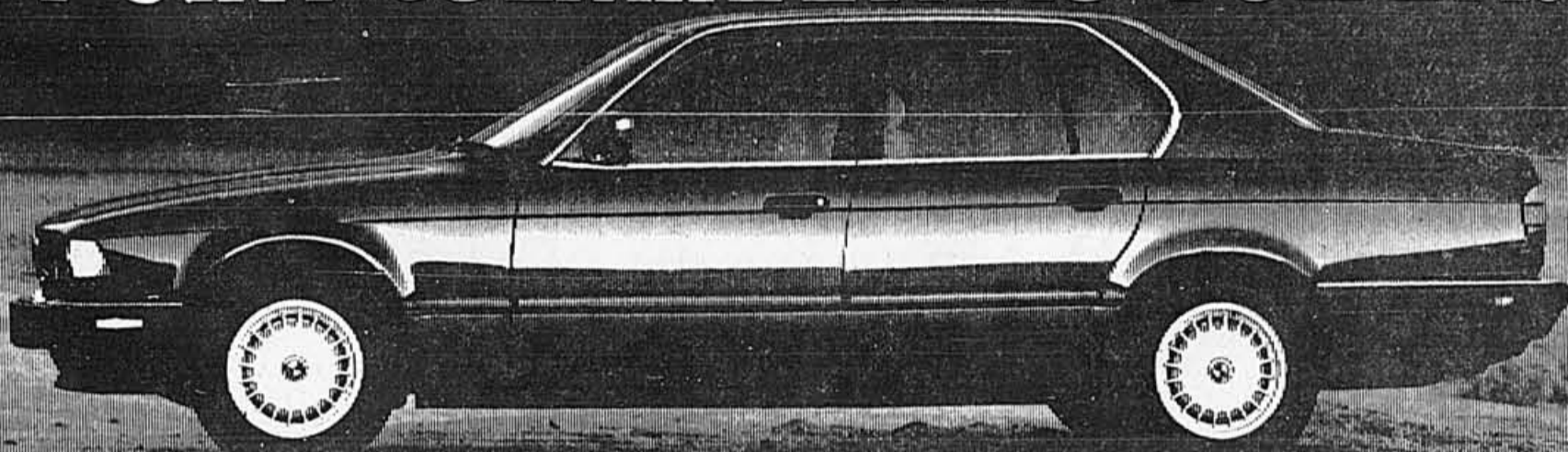
Mobilier de salle à manger traditionnel 9 pièces

Chêne massif et placages de chêne au riche fini paquier. Bahut 65 pouces et vaisselier 61 pouces à coins biseautés. Table à double piètement 42" x 66" ouvrant à 90° avec panneau de 24 pouces. 2 fauteuils et 4 chaises.

2099

• AUCUN VERSEMENT COMPTANT • AUCUN INTÉRÊT
• AUCUN PAIEMENT AVANT LE 1er AOÛT

L'HEURE QUI POURRAIT ÊTRE VOTRE POINT CULMINANT AU VOLANT.



Un essai sur route d'environ une heure au volant de la 735i pourrait bien s'avérer le point culminant de votre vie au volant d'une voiture. Voici d'ailleurs ce qu'avaient à dire les experts après avoir fait l'essai de la 735i pour la première fois.
La revue Motor Trend a été impressionnée au

point d'affirmer que la 735i était «la grande berline qui se conduit le mieux au monde».

De plus, la revue Town & Country a nommé la 735i «l'une des voitures les mieux conçues et les mieux construites au monde».

Et voici ce qu'avait à dire la revue Automotive

Industries au sujet de la 735i: «elle représente au plus haut point ce que sera la conception des voitures au prochain siècle».

Les commentaires des experts représentent pour nous un point culminant. C'est maintenant à votre tour. Appelez-nous dès aujourd'hui pour un essai sur route.

LE RÉSEAU DES CONCESSIONNAIRES BMW DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

Montréal:
AUTOMOBILES CANBEC INC.
5055, rue Paré
731-7871

Laval:
BOULEVARD ST-MARTIN AUTO INC.
1436, boul. St-Martin ouest
667-4343

St. Jean:
LEMAIRE AUTO INC.
147 Rue Mayrand
346-4798



DÉPÊCHES

AFGHANISTAN

Troupes canadiennes

■ L'Organisation des Nations unies a officiellement demandé au Canada d'envoyer des troupes en Afghanistan au début du mois de mai pour superviser le retrait des troupes soviétiques, a indiqué hier un porte-parole du ministère des Affaires extérieures. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures Joe Clark et le ministre de la Défense Perrin Beatty étudient actuellement cette requête, qui avait été formulée de façon informelle le mois dernier.

DÉSARMEMENT

Nouvelles limitations

■ La Chambre des représentants des États-Unis a approuvé hier, malgré l'opposition du président Reagan, des mesures de contrôle des armements, limitant notamment les essais de la « guerre des étoiles ». La Chambre a adopté par 252 voix contre 159 un texte interdisant les essais de l'initiative de défense stratégique (IDS) qui violeraient les traités ABM de 1972 sur les systèmes antimissiles.

PANAMA

Visite américaine

■ Une délégation du Département d'Etat américain s'est réunie mardi avec « l'homme fort » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, pour trouver une solution « négociée » sur son retrait du poste de chef des forces armées. La délégation dirigée par Michael Kozak, assistant du sous-secrétaire d'Etat Elliott Abrams, était arrivée lundi soir à Panama. Il s'agit d'une troisième rencontre entre une délégation des États-Unis et le général Noriega en mois de deux mois. Les négociations ne semblent pas avoir fait de progrès.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le testament de Wonka

■ L'opposant tchécoslovaque Pavel Wonka, mort en prison à l'âge de 35 ans mardi, avait confié une sorte de testament politique début avril à la revue *Infoch* du mouvement de défense des droits de l'Homme « Charte 77 ». « Le droit est une cause sacrée pour moi », déclarait Wonka dans cette interview recueillie par Mme Libuse Silhanova, ancienne porte-parole de Charte 77. « Il s'agit d'un dilemme : doit-on se soumettre à un pouvoir réel qui construit toutes ses procédures sur des fictions, des inventions ou des actes judiciaires illégaux ou doit-on choisir la voie d'une opposition résolue et du refus, même au prix de grands risques personnels? ».

MEESE

Pressions sur Reagan

■ Le président Reagan a nié mercredi qu'un groupe de ses plus proches amis et conseillers ainsi que sa femme Nancy aient fait pression sur lui pour qu'il congédie le secrétaire à la Justice Edwin Meese. Reagan, qui répondait à des journalistes, a déclaré qu'il ne pouvait pas accepter un tel plan. Meese, qui nie avoir mal agi, est sous le coup d'une enquête spéciale qui examine des questions d'éthique ayant trait notamment à ses avoirs financiers et à sa conduite professionnelle.

SRI LANKA

Élections locales

■ Cinq personnes ont été tuées dans la nuit de mardi au Sri Lanka où les forces de sécurité sont en état d'alerte maximale en prévision des élections locales qui se déroulent aujourd'hui dans quatre provinces. Les autorités craignent que le Front de libération du peuple (JVP, interdit) ne tente de perturber le scrutin, qui doit se tenir en vertu de l'Accord de paix indo-srilankais sur l'autonomie des régions tamoules.

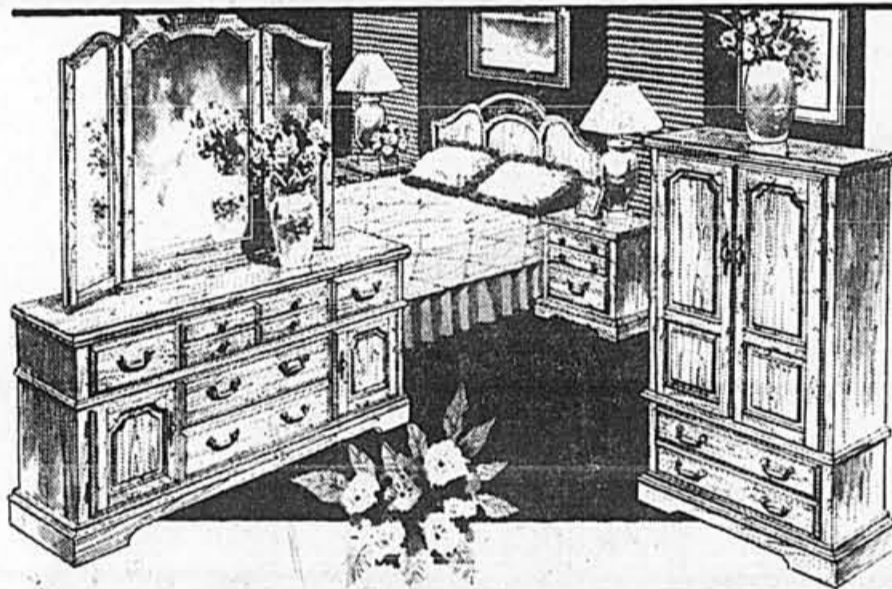
IRANGATE

Controverse

■ Le juge fédéral Gerhard Gesell a fait état hier d'une « grave impasse » sur la question de l'accès aux documents confidentiels dans l'affaire de l'Irangate, laissant entendre que les poursuites contre les inculpés comme le colonel Oliver North et le général Richard Secord pourraient être bloquées. Il a déclaré que l'absence d'une entente sur l'accès à ces documents, sur lesquels le procureur indépendant Lawrence Walsh a fondé les actes d'accusation, nuisait au travail de la Défense.

SAMEDI!

PREND FIN SAMEDI, HÂTEZ-VOUS DE VENIR ÉCONOMISER!

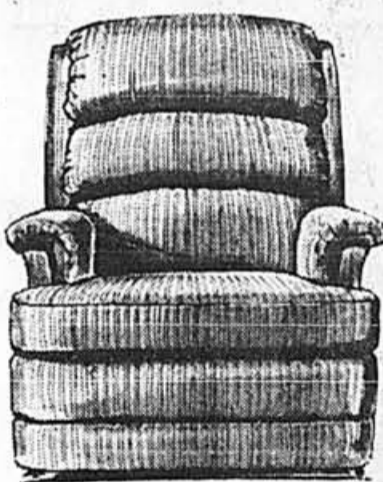


Mobilier traditionnel 4 pièces en chêne

Chêne massif et placages de chêne de finition soignée. Commode triple 64", miroir à volets 55" x 47", tête de lit et table de chevet.

1399

ARMOIRE 26½ x 18" x 60" **599\$**



LA-Z-BOY

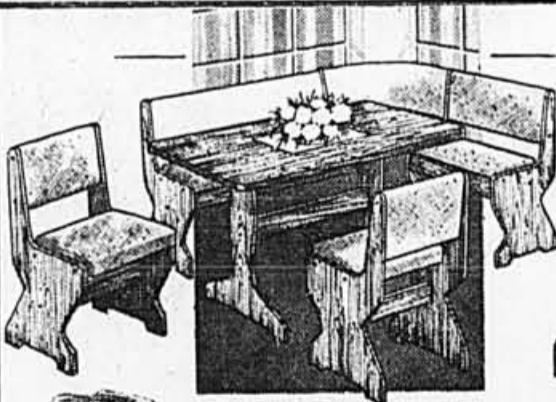
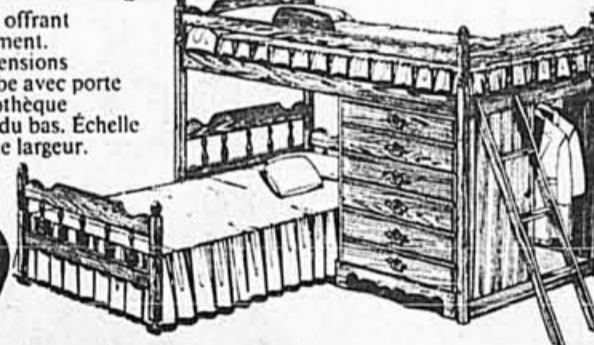
Fauteuil berçant inclinable. Velours.

599

La chambre du capitaine

Mobilier fini érable offrant couchettes et rangement. Chiffonnier de dimensions régulières, garde-robe avec porte coulissante et bibliothèque accessible par le lit du bas. Échelle et garde-corps pleine largeur. (Matelas et panneaux de soutien en sus)

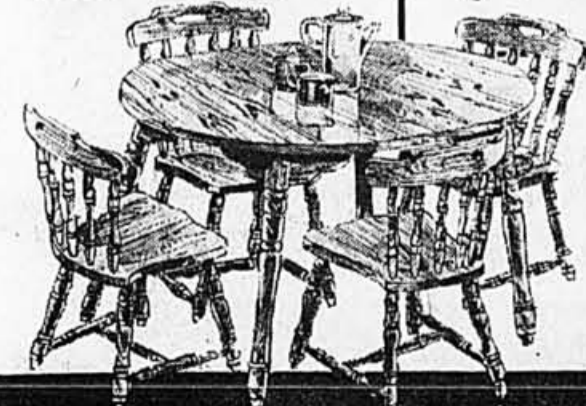
499



Coin dinette 4 pièces

Spacieuse banquette d'angle, grande table et deux chaises à bas prix de solde.

429



Mobilier de cuisine colonial 5 pièces

Fini érable. Quatre chaises, table 36" x 48" ouvrant à 60".

299

QUELLES AUBAINES!

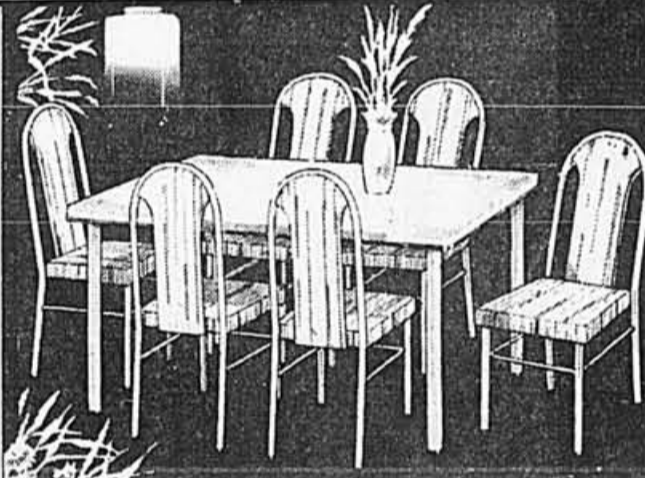


LAVAL

Centre 2000, boul. Saint-Martin ouest, Laval
Sortie 9 de l'autoroute des Laurentides
Tél. Montréal: 336-7711
Tél. Laval: 688-3851

GREENFIELD PARK RIVE-SUD

Centre d'achats Greenfield Park
399, boul. Taschereau, Tél.: 766-9400



BELLE OCCASION! MOBILIER DE CUISINE 7 PIÈCES

Table 42" x 48" ouvrant à 60 pouces. Six chaises à haut dossier.

549



SUPER! ÉLÉMENT MURAL 3 PIÈCES

Chaque module mesure 30" x 16" x 70". Fini pacanier.

428



«ORTHO-ROYALE»
LITERIE DE
QUALITÉ
GARANTIE
20 ANS

BELLE VALEUR

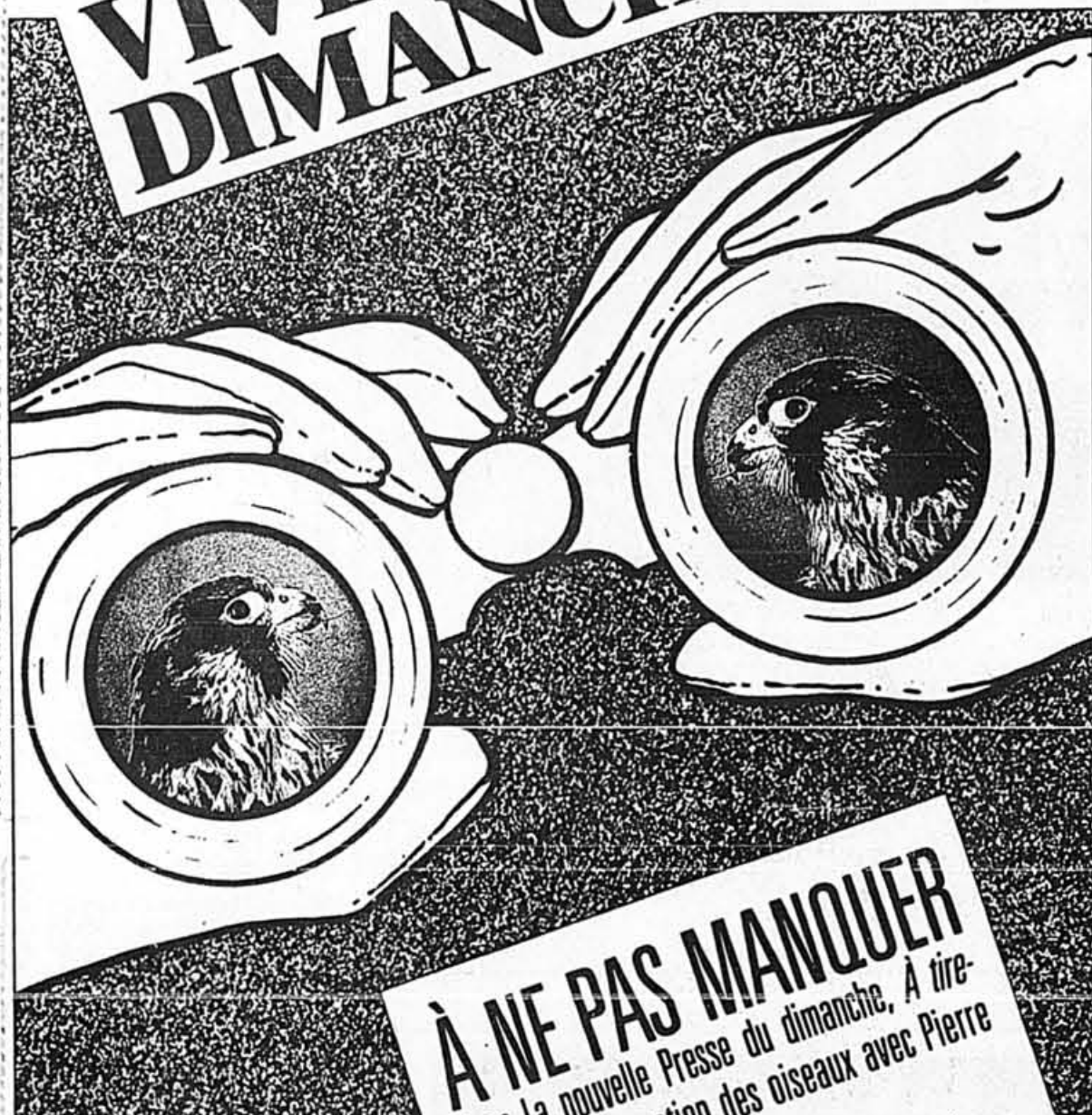
Matelas et sommier 39" **249**

Matelas et sommier 60" **399**

Matelas et sommier 54" **329**

Matelas 72" DEUX sommiers **599**

VIVEMENT DIMANCHE!



À NE PAS MANQUER
dans La nouvelle Presse du dimanche, À tire-d'aile: l'observation des oiseaux avec Pierre Gingras.

La Presse
Dimanche

Le fils de Lise Payette saute dans l'arène politique avec le NPD

NICOLE BEAUCHAMP



M. Daniel Payette

■ Le badge «101» épinglé à la boutonnière, Daniel Payette — fils de l'ancienne ministre péquiste et écrivaine Lise Payette et du journaliste-animateur André Payette — a annoncé, hier, qu'il posait sa candidature dans le comté de Beauharnois sous la bannière du Nouveau Parti démocratique en vue du prochain scrutin fédéral.

« Afin de poursuivre l'héritage familial social-démocrate et de défendre au Québec les positions du NPD en matière de développement régional et d'égalité économique des femmes », a-t-il déclaré tout de go.

Aux journalistes qui lui faisaient remarquer qu'il en allait autrement de la filiation politique passée de ses parents — son père ayant été secrétaire de l'ancien premier ministre conservateur Joe Clark et sa mère Lise une figure-vedette du Parti québécois —, Daniel Payette a rétorqué en badinant: « Peut-être que le mélange des deux engendre un partisan du NPD ».

Pour tout dire, il s'amusait un peu d'avoir anticipé ce genre de questions. « J'ai demandé à mes parents ce que serait leur propre réponse si l'on m'interrogeait sur leur réaction. Je vous la transmets. Ils sont très fiers et très heureux de mon choix car eux-mêmes avaient adhéré dans les années 50 au CCF (Commonwealth Cooperative Federation), l'ancêtre du NPD ».

Agé de 35 ans, il a, quant à lui, joint les rangs de cette formation politique il y a un peu plus d'un an, et a assumé la vice-présidence de l'association néo-démocrate du comté de Beauharnois. Depuis 1974, il enseigne la sociologie au Collège de Valleyfield tout en terminant sa formation en droit au Barreau du Québec.

Daniel Payette saute donc dans l'arène fédérale avec une feuille de route qui ne montre pas d'adhésion politique antérieure. « Je n'ai jamais milité au sein d'aucun parti auparavant. Il y a une quinzaine d'années, j'ai bien

failli devenir membre du Parti québécois. Mais j'ai jugé, et je considère encore, que le PQ n'offre pas une perspective sociale-démocrate pour le Québec qui doit d'ailleurs défendre ses droits nationaux à l'intérieur de la fédération canadienne », a-t-il affirmé.

Deux autres nouvelles candidatures s'ajoutent à la sienne. Le principal responsable de ce recrutement pour le NPD, M. Rémy Trudel a aussi fait savoir qu'il briguerait l'investiture dans le comté de Témiscamingue. Personnalité avantageusement connue dans cette région, M. Trudel est recteur de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et quittera son poste dans quelques jours pour se donner les coudées franches.

Co-fondatrice du Centre de santé des femmes de Québec, Mme Pauline Gingras tentera d'être candidate dans le comté de Langelier. À la fin de cette semaine, 20 candidats du NPD auront passé le cap de l'investiture dans autant de comtés au Québec.

Selon M. Trudel, les militants du parti d'Ed Broadbent auront désigné leur candidat dans 80 p. cent des circonscriptions électorales d'ici à la mi-juin. « Un certain nombre de personnalités, qui évoluent notamment dans les milieux de l'information, ne dévoient leur candidature qu'à la dernière minute », a-t-il indiqué tout en évitant d'informer ou de confirmer une rumeur prêtant cette intention au président de l'Union des artistes du Québec, M. Serge Turgeon.

L'homme nouveau: un mythe?

Dr Morton H. Shaevitz
COUPLES EN TRANSIT

POUR UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DANS LES RAPPORTS AMOUREUX

la presse **eio**

Comment se fait-il que les hommes se conduisent encore de façon très traditionnelle malgré leur appui verbal à la libération de leur conjointe? Dans *Couples en transit*, Morton H. Shaevitz, psychologue clinicien, lève le voile sur les réactions contradictoires des hommes à l'égard des changements qui se sont produits dans la vie des femmes. Il explique les facteurs cachés de cette mésestime et propose des solutions concrètes tant aux hommes qu'aux femmes. 206 pages

la presse **eio**

20%
de réduction aux abonné(e)s de La Presse sur tous nos livres

N° d'abonné _____

N° 534

Pris régulier 16,95 \$
Pris d'abonné 13,55 \$

Aussi en vente chez votre fournisseur habituel.

Vous pouvez commander par téléphone en utilisant votre carte VISA ou MASTERCARD. **285-6984**

Vous pouvez recevoir ce livre en remplissant et en retournant ce coupon aux **Éditions La Presse, Ltée 44, Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 1J5**

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____

Code postal _____ Tél. (____) _____

Chèque Mandat VISA MASTERCARD

N° _____

Date d'expiration _____

Prrière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

Prix du livre _____
+ frais de manutention 1,50 \$

Montant total ci-joint _____

534

ACGL

LE GROUPE INFORMATIQUE ACGL INC.

Nous déménageons dans un local plus grand pour mieux vous servir. 1 000 pieds plus à l'est. Même no de téléphone

5692 Jean-Talon

5512 Jean-Talon

Lacordaire L'Assomption

Métropolitain

32 derniers jours au 5512

30 à 60% de réduction

ZENITH Dépositaires autorisés **Panasonic**

255-3799

5692, rue Jean-Talon est, Saint-Léonard H1S 1M2

878-3144

TECHNOLOGIE PHYSIQUE

PROGRAMME 244.01

TECCART

Un D.E.C. couvrant automatisation, robotique et contrôle de procédé.

Teccart offre maintenant le diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en technologie physique (automatisation • robotique) programme 244.01 du ministère de l'enseignement supérieur et de la science (MESS)

Teccart est le seul collège à vous offrir un D.E.C. dans les 3 programmes 243.03 (électronique) 247.01 (technologie de systèmes ordinés) et 244.01 (technologie physique)

Teccart oriente le programme 244.01 en automatisation et contrôle de procédé.

Tronc commun en collégial I permettant une réorientation en collégial II

Inscrivez-vous dès maintenant!

INSTITUT TECCART, 3155 HOCELAGA, MONTRÉAL, H1W 1G4, (514) 526-2501

COLLEGE FMI
DECLARÉ D'INTERÊT PUBLIC
N° de permis 749-667

Marx menace d'étaler un dossier noir sur l'administration de la justice sous le PQ

Québec verse \$24 000 pour les dépenses des avocats qui contestent la Loi 101

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Attaqué à nouveau sur le financement des avocats d'Alliance Québec pour contester la Loi 101, le ministre de la Justice, Herbert Marx, a menacé d'éclabousser l'opposition péquiste pour sa façon d'administrer la justice au moment où elle formait le gouvernement.

Le ton a encore monté hier à l'Assemblée nationale, après que l'opposition eut réclamé des explications sur de nouveaux frais, remboursés par le gouvernement Bourassa, aux avocats mandatés par Alliance Québec pour contester la Loi 101 en Cour suprême.

Le député péquiste Claude Filion a souligné que le ministère de M. Marx avait non seulement défrayé les \$34 000 d'honoraires de deux éminents avocats choisis par le groupe de pression anglophone, mais avait aussi remboursé des frais de \$24 000 pour leurs déplacements, leurs téléphones et leurs photocopies.

Le ministre Marx a reconnu que le montant de ces déboursés supplémentaires «peut paraître élevé». Il fut vérifié hier au ministère mais toutes les directives semblent avoir été scrupuleusement respectées, a indiqué le ministre Marx.

Selon lui, il est de notoriété publique que celui qui emploie un avocat paie aussi les frais encourus pour sa défense.

Pour M. Filion toutefois, ces frais devraient normalement faire l'objet d'une entente préalable. Or, il n'en est nullement fait mention dans le contrat où Québec accepte de payer \$100 l'heure les deux avocats d'Alliance Québec. Au surplus, les crédits du ministère de M. Marx ne font pas état d'une telle facture.

Chantage

Mais le débat a failli tourner au vinaigre. Exaspéré par les attaques de l'opposition, le ministre Marx a menacé d'étaler sur la place publique un dossier noir sur la gestion de la justice sous le régime péquiste.

«J'aimerais qu'on me pose des questions sur la moralité des péquistes lorsqu'ils ont administré la justice. On a des choses à vous dire sur la question de la moralité, surtout en ce qui concerne le chef de l'opposition», a lancé M. Marx pointant du doigt M. Guy Chevrette, «qui peut être très insultant dans ses questions sans fondement».

«Je vais lire la transcription. S'il m'a vraiment attaqué je suis prêt à mettre mon siège en jeu contre lui, n'importe quand. Je n'ai rien à me reprocher», a soutenu, par la suite M. Chevrette, avouant ne pas avoir saisi l'allusion de M. Marx en Chambre.

Déjà le gouvernement Bourassa, «m'a enquêté pendant six mois pour me trouver des bibites, quand j'étais leader parlementaire», a répliqué M. Chevrette, accusant M. Marx de chercher tous les prétextes pour «se



Herbert Marx

sortir de son merdier». M. Chevrette est convaincu que le gouvernement Bourassa «avait mis la police après lui», pour connaître l'origine des informations de l'opposition sur une décision controversée du ministre Gilles Rocheleau, dans la vente de l'édifice Chic à Québec.

De son côté, le leader parlementaire de l'opposition, François Gendron, a tenté sans succès de savoir si le directeur général du Parti libéral du Québec, John Parisella, ex-permanent d'Alliance Québec, était intervenu pour obtenir du financement auprès du ministre Marx. Par la suite, toutefois, M. Gendron devait admettre n'avoir aucun élément pour étayer ses allégations.

Le C-72

Toujours dans le dossier de la

langue, en Chambre, le ministre des Affaires intergouvernementales, Gil Rémillard, a indiqué que le Québec n'entendait pas céder un pouce de ses compétences linguistiques, menacées par le projet de loi fédéral C-72.

La semaine dernière, le Conseil de la langue recommandait au gouvernement provincial de s'opposer au projet de refonte de la Loi sur les langues officielles, actuellement à l'étude à un comité parlementaire aux Communes.

Pour le Conseil, en voulant s'occuper du bilinguisme des organismes municipaux, des syndicats et des entreprises, Ottawa tente de s'immiscer dans un secteur de compétence strictement provinciale.

«Nous ne céderons jamais en ce qui concerne la compétence exclusive du Québec sur la langue», a dit M. Rémillard.

Toutefois, a-t-il précisé, il faudra attendre l'avis des spécialistes du ministère de la Justice, avant de prendre position sur l'avis donné par le Conseil de la langue.

En matinée toutefois, au cours de la commission parlementaire, M. Rémillard, en réponse au député péquiste, Jacques Brassard, avait soutenu que «tout n'est pas mauvais» dans le projet de loi fédéral.

«Il y a là de très bonnes choses pour les minorités francophones, ça n'est pas à mettre au panier», a-t-il dit.

Le projet fédéral étend les droits des francophones hors Québec, dans les tribunaux notamment, a-t-il souligné.

Alliance Québec appuie énergiquement le projet de loi sur les langues

Presse Canadienne

Alliance Québec a dénoncé hier les députés conservateurs d'arrière-ban qui invoquent la présence de la Loi 101 au Québec pour s'opposer au projet de loi sur les langues officielles.

«Il s'agit de la tactique la plus répréhensible, la plus choquante qui soit, parce que la plupart des gens qui l'utilisent ne se préoccupent pas des anglophones du Québec», a déclaré hier le président d'Alliance Québec Royal Orr, alors qu'il comparait devant le comité législatif sur le projet de loi sur les langues officielles.

«Tout ce qu'ils veulent, c'est bloquer un projet de loi».

Lors du débat en deuxième lecture sur cette législation en février dernier, plusieurs députés conservateurs d'arrière-ban, rapidement surnommés les «dinosaurés» par leurs pro-

pres collègues conservateurs, avaient soutenu qu'il serait illogique d'adopter un projet de loi instituant le bilinguisme au Canada, alors que le Québec avait adopté «la législation la plus unilingue du pays».

Cet argument a refait surface à plusieurs reprises au cours des audiences du comité législatif, invoqué par des députés des banquettes conservatrices.

Royal Orr, qui n'est certes pas un partisan de la Loi 101, mais qui appuie énergiquement le projet de loi sur les langues officielles, n'a pas apprécié.

«Ce qu'ils font, c'est utiliser une situation dans une région pour ralentir la réforme linguistique», a-t-il lancé.

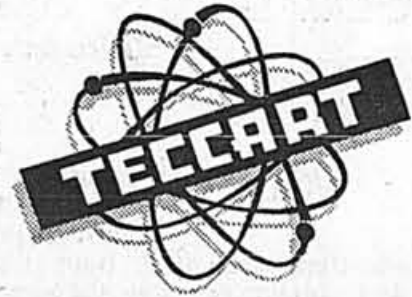
Mais selon M. Orr, ils ne réussiront pas. Il a expliqué que le gouvernement conservateur semblait très ferme au sujet du projet de loi, et que les Canadiens croyaient de plus en plus en l'égaité linguistique.

INVITATION

L'Institut Teccart invite le grand public à venir voir l'exposition des travaux de ses finissants dans le cadre de leur projet

"SHÉMA ET CONCEPTION"

DATE:
lundi 2 mai 1988
HEURES:
de 14 h à 17 h
et de 18 h à 22 h
ENDROIT:
3030, rue Hochelaga
(métro Préfontaine)
CETTE EXPOSITION EST GRATUITE



INSTITUT TECCART INC., 3155 Hochelaga, Montréal H1W 1G4 (514) 526-2501

COUPE EUROPÉENNE CONFECTION CANADIENNE



A compter de
195\$
Bleu marine

Soyez à la page dans ce veston de coupe européenne.

- Modèles droits ou croisés
- Élegants boutons de métal
- Avec ou sans fentes
- Superbes avec un pantalon gris, beige ou pied-de-poule

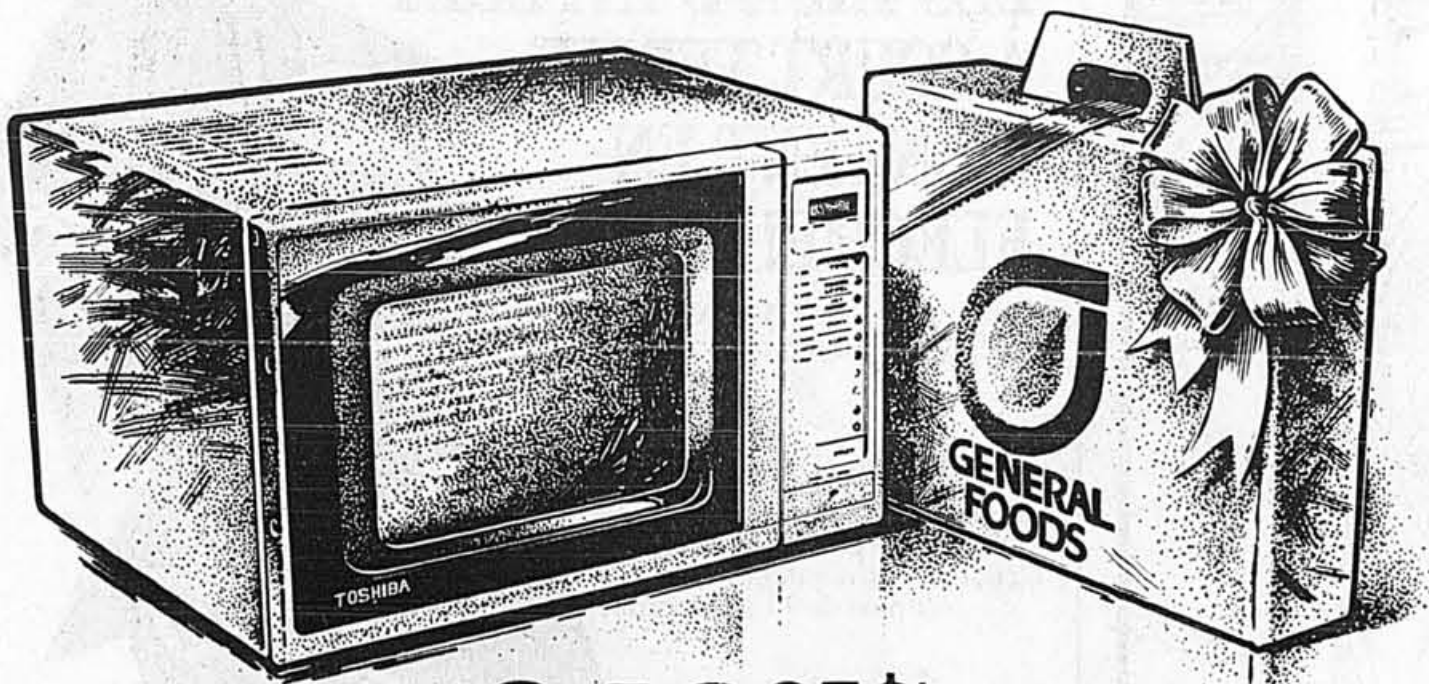
A. Gold & Sons
DEPUIS 1899

Et... «Nous ne signons que des vêtements qui vous vont à la perfection.»

- CENTRE ROCKLAND • 960, STE-CATHERINE O.
- PLACE VERTU • FAIRVIEW/POINTE-CLAIRE • CARREFOUR LAVAL
- GALERIES D'ANJOU • PROMENADES ST-BRUNO

Cartes: American Express, Visa, MasterCard, Diners, Carte Blanche, carte A. Gold & Sons

BONNE CHÈRE. PAS CHER.



369.95\$*
seulement

Offert à l'incroyable bas prix de 369,95\$, le nouveau four à micro-ondes ERX 1655 de Toshiba est grandement avantageux! Il est doté du système de distribution des micro-ondes par bras rotatif de Toshiba, qui permet une cuisson plus uniforme des aliments. Il comprend aussi le Jet Defrost™, sans oublier la garantie de dépannage à domicile de 50 mois, pièces et main-d'oeuvre, de Toshiba. De plus, pour un temps limité, obtenez une boîte d'articles d'épicerie de General Foods d'une valeur de 50\$, sans supplément. Le four à micro-ondes ERX 1655 de Toshiba aux fonctions multiples et 50\$ en articles d'épicerie... tout cela, pour 369,95\$ seulement. Voilà vraiment de quoi mettre l'eau à la bouche!

Ne restez pas sur votre appétit: consultez le détaillant Toshiba participant pour plus de détails.

TOSHIBA

*Les prix des détaillants peuvent varier. †Jet Defrost est une marque déposée de Toshiba Corporation.

Hydro conclut trois nouvelles ententes de vente d'électricité

Presse Canadienne
QUÉBEC

La panne du 18 avril n'a pas terni la réputation d'Hydro-Québec, soutient Ciaccia

La panne qui a privé les Québécois d'électricité le 18 avril der-

nier n'a pas terni la réputation d'Hydro-Québec sur les marchés

étrangers, a soutenu hier le ministre de l'Énergie et des Ressources

John Ciaccia. Lors de l'étude des crédits de

son ministère en commission parlementaire, M. Ciaccia a révélé que trois nouvelles ententes pour la vente d'électricité étaient intervenues cette semaine avec des clients hors Québec.

«Ça démontre que les clients de l'extérieur ont encore confiance en Hydro-Québec en dépit de la panne de la semaine dernière», a dit le ministre.

Les trois contrats sont les suivants:

■ un contrat de \$15,6 millions intervenu avec la Boston Edison, pour la fourniture de 82 mégawatts;

■ un contrat de \$9 millions pour 26 mégawatts avec la firme Montau Electric, une des composantes du New England Power Pool (NEPOOL);

■ une entente de \$150 millions sur six ans avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard pour la fourniture de 100 mégawatts.

Ce contrat est conditionnel à une acceptation par le gouvernement du Nouveau-Brunswick dont le territoire est traversé par les lignes de transmission qui relient le Québec et l'île.

Par ailleurs, le ministre n'avait pas encore reçu hier le rapport de l'enquête qu'il a réclamée d'Hydro-Québec sur la panne du 18 avril.

M. Ciaccia a également annoncé qu'Hydro-Québec menait actuellement une étude de concert avec l'Île-du-Prince-Édouard sur l'aménagement d'une ligne sous-marine qui relierait les Îles-de-la-Madeleine au réseau du continent.

Le courant actuel des Îles-de-la-Madeleine provient en partie d'une éolienne et en partie de turbines actionnées par hydrocarbures. Le projet vise à installer un lien par câble jusqu'à l'Île-du-Prince-Édouard, 100 km au sud des Îles-de-la-Madeleine.

SEARS CENTRES DE LIQUIDATION ST-LÉONARD — ST-LAURENT INCROYABLES

20% DE RABAIS* ADDITIONNEL

SUR LES PRIX DÉJÀ RÉDUITS DE TOUS CES ARTICLES

- CANAPÉS
- CAUSEUSES
- FAUTEUILS INCLINABLES
- BUREAUX
- FAUTEUILS D'APPOINT
- MATELAS
- SOMMIERS
- COMMODES
- TABLES À CAFÉ
- TABLES DE BOUT
- VAISSELIERS
- BIBLIOTHÈQUES

QU'EST-CE QU'UN CENTRE DE LIQUIDATION?

Un endroit où vous pouvez acheter de la marchandise neuve, en surplus ou fin de série, provenant du catalogue ou de nos magasins... à une fraction du prix. De plus, vous pouvez également y trouver des articles retournés par les clients. Parmi ces articles, quelques-uns ont été remis en état par nos techniciens, sont endommagés et/ou sont égratignés; avec un minimum de retouches de votre part, ces articles paraîtront comme neufs.

POLITIQUE DES PRIX

Les prix cités sont ceux de la marchandise apportée avec soi, légers frais supplémentaires pour la livraison. Les rabais indiqués sont calculés à partir des prix ordinaires mentionnés dans les catalogues présentement en vigueur ou périmés ou dans les magasins. La mention "Étalent" indique le prix ordinaire d'une marchandise ayant déjà été offerte dans un magasin ou catalogue Sears à travers le Canada.

2 jours seulement!

La marchandise peut être légèrement endommagée, salie ou égratignée. Des camions arrivent à tous les jours avec de la nouvelle marchandise.

*Sauf au studio de photo et comptoir du catalogue de St-Léonard.

Offre en vigueur le 29 et 30 avril 1988.

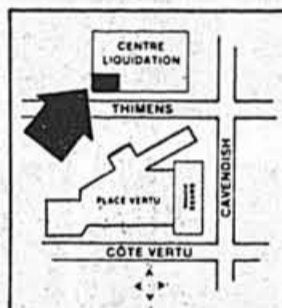
SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

Centre de liquidation Sears de St-Léonard:

La Su-Père Plaza, 5960, Boul. des Grandes Prairies, St-Léonard. Téléphone 323-9410

Centre de liquidation Sears de St-Laurent: 3207, Boul. Thimens, St-Laurent. Téléphone 335-5181



Murray et Peterson nourrissent des doutes sur l'avenir de l'Accord Meech

d'après PC
OTTAWA

actuellement l'Accord du lac Meech en revue.

L'élection d'un gouvernement minoritaire au Manitoba ajoute un élément de doute sur l'Accord du lac Meech, a reconnu hier le ministre des Relations fédérales-provinciales, M. Lowell Murray, donnant plus de poids aux doutes entretenus par le premier ministre ontarien David Peterson.

M. Peterson a dit hier que l'avenir de l'Accord du lac Meech était moins certain maintenant qu'il ne l'a été lorsque l'entente a été élaborée il y a un an.

Les mésententes entre le Québec et quelques provinces de l'Ouest, tout autant que la montée du pouvoir libéral dans les autres provinces, paraissent compromettre l'accord, a dit à des journalistes, le premier ministre ontarien.

«Je n'ai pas de solution au problème... et un rapide coup d'oeil aux deux positions en présence maintenant révèle qu'elles sont irréconciliables. Il n'y a pas de compromis possible qui puisse être accepté par tous», a dit le premier ministre.

M. Peterson, qui a signé l'entente, croit cependant qu'elle devrait être adoptée sans amendement. Un comité de tous les partis politiques à la législature ontarienne passe

Quant au ministre fédéral Lowell Murray qui craint l'influence du gouvernement minoritaire du Manitoba sur l'avenir de l'Accord du lac Meech, il prédit cependant que les appuis conservateurs et néo-démocrates à l'entente seront plus nombreux que les opposants libéraux et reste assuré que le Manitoba ratifiera l'entente.

De toute façon, a ajouté le sénateur, «je ne crois pas que le Lac Meech ait joué un grand rôle dans l'élection».

Le leader conservateur Gary Filmon a déjà donné son appui personnel à l'accord et il peut compter sur des députés néo-démocrates, dont l'ancien chef, M. Howard Pawley, est un des signataires.

Au cours de la campagne électorale, le leader néo-démocrate Gary Doer a simplement promis de former un comité pour tenir des audiences sur le Lac Meech, s'il était élu. Il n'a pas éliminé la possibilité d'apporter des amendements à l'accord.

Le leader national du NPD, M. Ed Broadbent, qui appuie l'entente, a constaté lui aussi que l'élection manitobaine l'a affaibli. «Il se trouve aujourd'hui dans une position plus faible qu'hier», a-t-il commenté.

Gagnez un balcon qui dure longtemps!

CKAC 973
LA SUPERSTATION

La Presse

Courez la chance de gagner un des 15 prix de 1000 \$ de bois pour rénover votre balcon.

Vous voulez un balcon qui dure longtemps? Crown Forest, une des plus importantes compagnies forestières au monde a mis au point un nouveau produit, pour le balcon: "le panneau Crown Forest Cardinal".

Ce produit de qualité nécessite un minimum d'entretien. Il s'installe facilement et Crown Forest le garantit pour 40 ans (Garantie limitée). Il est durable, résistant à l'abrasion et aux intempéries. Ce panneau de contreplaqué est fait entièrement de Sapin Douglas traité. Le traitement préservatif pénètre dans le bois: il ne disparaît pas à l'eau et ne s'élimine pas avec le temps. Pour plus de confort et de sécurité, vous pouvez appliquer une peinture antidérapante.

Le panneau Crown Forest Cardinal est le seul panneau de contreplaqué pour balcon qui a la reconnaissance officielle de la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement. (N° 11116)

Vous voulez un balcon qui dure longtemps? Faites l'essai des produits Crown Forest. Disponible chez tous les détaillants avisés.

CrownForest
Produits de bois
Depuis 1889

Nous sommes là pour durer longtemps

POUR PARTICIPER
Le coupon de participation est publié tous les jeudis et samedis jusqu'au 26 mai 1988. Les tirages auront lieu la semaine du 6 juin 1988. Le texte des règlements est disponible à CKAC/73. Retournez à:

Gagnez un balcon qui dure longtemps
CKAC/73, C.P. 730
Succursale A, Montréal
H3C 4A3

Nom _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____ Age _____
Code postal _____ Tél. _____

Le panneau "Cardinal"

TRUST NATIONAL
NOUVELLES MONÉTAIRES
1988, AVRIL

LES TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME MONTENT EN FLÈCHE!

0,25%

TAUX GARANTIS
Dépôts à terme garantis 100 000 \$ et plus de 30 à 364 jours

1,50%

TAUX GARANTIS
Dépôts à terme garantis 5 000 \$ et plus de 90 à 364 jours

1,80%

TAUX VARIABLES ET LIQUIDITÉ
Compte Total de placement au marché monétaire 10 000 \$ à 49 999 \$

Taux sujets à changement.

VG TRUST NATIONAL
Une Compagnie de la National Victoria et Grey Trust Co.
Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada

Mail Cavendish 482-3430 • Centre commercial Côte St-Luc 486-7393
2324, chemin Lucerne 735-2457 • Centre commercial Rockland 739-4758
1350, rue Sherbrooke ouest 281-1570 • Centre commercial Van Horne 731-6883
2000, avenue McGill College 842-2001

Les Franco-Manitobains n'anticipent pas de recul sous le gouvernement conservateur

MARIO FONTAINE
envoyé spécial

La Presse À WINNIPEG

Les Franco-Manitobains ne savent-trop s'ils doivent se réjouir ou s'inquiéter à la suite de l'élection, mardi, d'un gouvernement minoritaire conservateur.

D'une part, les conservateurs n'ont jamais été très réceptifs aux doléances des francophones, loin de là. Ils ont même réussi à bloquer, en 83-84, un projet de loi qui leur aurait assuré une forme d'égalité linguistique.

D'autre part, toutefois, on constate que les dégâts auraient pu être bien plus importants encore avec un gouvernement conservateur majoritaire. De sorte que, espère-t-on dans la communauté, leurs droits ne devraient pas subir de nouveaux reculs sous l'administration de Gary Filmon.

«La perception générale, c'est que les conservateurs manitobains ne sont pas les défenseurs de la francophonie. Mais étant minoritaires, ils sont moins dangereux», expliquait hier la présidente de la Société franco-manitobaine, Lucille Blanchette.

Mme Blanchette ne se dit pas trop pessimiste à l'issue du scrutin. Selon elle, il sera peut-être même possible, jusqu'à un certain point et dans certaines conditions, d'obtenir de nouveaux services en français au cours des prochaines années.

Le groupe de pression n'a officiellement appuyé aucun parti au cours de cette élection, afin de se garder des portes ouvertes partout. Traditionnellement, c'est le député de Saint-Boniface, la seule circonscription composée pour moitié de francophones, qui joue le rôle de porte-parole de la communauté auprès du gouverne-

ment. Mais, cette fois, c'est un libéral, Neil Gaudry, qui l'a emporté, ce qui complique le scénario. Son adversaire conservateur dans ce comté aux portes de Winnipeg, Guy Savoie, a même dû se contenter de la troisième place.

Trois députés au nom français ont tout de même été élus du côté conservateur, et pourraient théoriquement prendre la relève. De l'un on ne sait toutefois rien, pas même s'il parle encore sa langue. Quant au second, il s'est montré particulièrement francophobe dans le passé, invitant même son parti à faire preuve d'intransigeance à l'endroit de ses compatriotes.

Le troisième se nomme Denis Rocan. C'est lui qui, vraisemblablement, fera le lien entre le gouvernement et ce groupe en constant déclin. M. Rocan parle, semble-t-il, dans une sorte de charabia plus proche du français

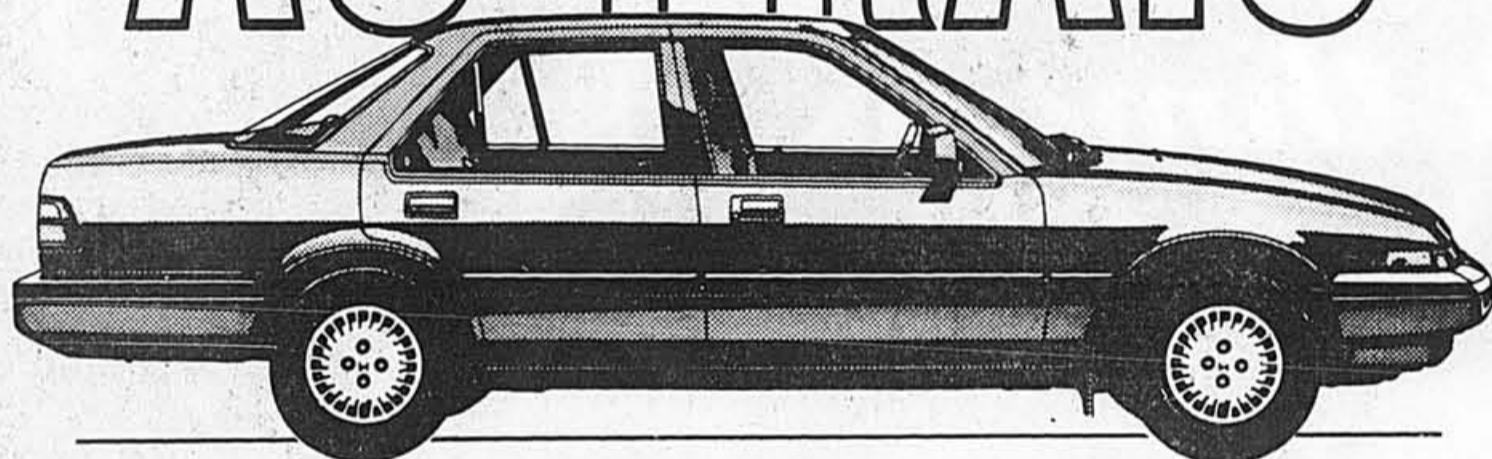
que de la langue de Molière. Mais, à la Société franco-manitobaine, on constate qu'il s'est toujours montré à la fois ouvert et disponible lorsqu'appelé à se prononcer sur les questions linguistiques.

Sa position au sein du cabinet devrait du reste s'avérer excellente, puisqu'il a appuyé M. Filmon, voici quelques mois, lorsque celui-ci vit son leadership contesté par une partie de son propre caucus.

Incidemment ce n'est pas le moindre des avantages, pour un politicien, que de se présenter dans une province aussi peu peuplée que le Manitoba: presque tous les députés du parti appelé à former le gouvernement héritent en effet d'un poste de ministre! Ainsi, cette fois, sur 25 députés au moins seize siègeront au cabinet. Sans compter M. Filmon lui-même. Ni le président de la Chambre. Et son assistant...

Votre concessionnaire Honda du Grand Montréal vous offre

UN ÉTÉ AU FRAIS



CLIMATISEUR GRATUIT!

EN CETTE PÉRIODE OÙ LES PRIMES INONDENT LE DOMAINE DE L'AUTOMOBILE MÊME LES GRANDES VOITURES ONT BESOIN D'UN COUP DE POUCE.

Voici deux exemples de ce que des critiques de l'automobile hautement reconnus et analystes en commerce disent de Honda. David E. Davis Jr. éditeur de la revue Automobile Magazine écrivait: «Honda fabrique probablement la meilleure voiture du monde, et ses deux usines nord-américaines sont considérées comme des modèles d'efficacité».

John Hammond, de J.D. Power and Associates, maison d'études sur l'automobile: «Honda trace sa propre voie et jusqu'à maintenant, cette voie s'est avérée la meilleure».

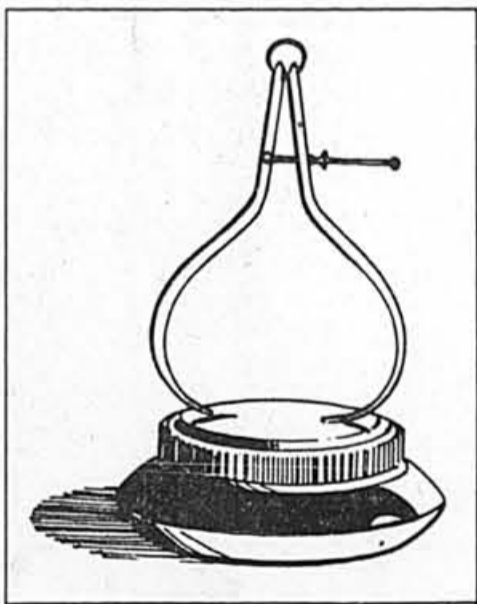
À l'exception de Honda, la quasi-totalité des fabricants d'automobiles est engagée dans la guerre des primes: taux d'intérêt réduits, remises en argent comptant, rabais du fabricant, et même aucun intérêt ni versement pendant 90 jours. Malgré tout ce battage publicitaire, Honda a conservé son rythme de vente, année après année, conservant la première place pour les ventes de voitures importées au Canada. Pourquoi?

Chez les honorables concessionnaires Honda du grand Montréal, nous sommes d'avis que lorsqu'un consom-

mateur a possédé une Honda qui a non seulement répondu à ses attentes mais les a surpassées, il achètera probablement une autre Honda malgré toutes les primes que pourraient offrir les concurrents. La qualité de fabrication Honda reste notre meilleure publicité, mais puisque la guerre des primes continue de faire rage, les honorables concessionnaires Honda du Grand Montréal doivent réagir. Voici ce que notre association vous offre, du 25 avril au 20 mai 1988.

Négociez le meilleur prix possible chez l'un des honorables concessionnaires ci-dessous et obtenez une prime supplémentaire: climatiseur gratuit sur toutes les Accord LX berlines et hatchback S. Il n'est pas nécessaire de prendre livraison du véhicule pendant la période mentionnée et le prix sera gelé pour toute Accord LX berline et S livrée après le 20 mai. Offrez-vous un été au frais, à nos frais.

LES QUATORZE HONORABLES CONCESSIONNAIRES DU GRAND MONTRÉAL



«Voiture importée de l'année» Motor Trend. 1re, 2e et 3e place

1988

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES

HONDA DU GRAND MONTRÉAL

HONDA

Voir le concessionnaire autorisé, HONORABLE HONDA le plus près de vous.

- MONTRÉAL
CENTRE-VILLE
PONTE-AUX-TREMBLES
VILLE MONT-ROYAL
LASALLE
CARTIERVILLE
SAINT-LÉONARD
BANLIEUE OUEST
ILE PERROT
REPERTIGNY
- LAVAL
VIMONT
STE-ROSE
- RIVE-SUD
BROSSARD
CHATEAUGUAY
LONGUEUIL

- HONDA DE SIGI LTÉE,
HONDA PONTE-AUX-TREMBLES,
EXCEL HONDA,
AUTOMOBILES RALLYE,
LALLIER AUTO,
LOMBARDI AUTOS,
GARAGE CIVIC
RAINVILLE HONDA,
LALLIER AUTO,
- HONDA DE LAVAL,
LES AUTOMOBILES HONDA A.K.S.,
- BROSSARD HONDA,
ENCORE AUTOMOBILE,
VERCHÈRES AUTO,

- 1124, rue Bleury, Montréal.
- 11911, rue Sherbrooke Est, P.A.T.
- 5400, rue Paré, Ville Mont-Royal,
- 0101, rue Clément, Ville LaSalle
- 12435, boul. Laurentien, Cartierville
- 7200, boul. Langelier, Saint-Léonard
- 3650, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux
- 40, boul. Don Quichotte, Ville de l'Île Perrot
- 110, rue Notre-Dame, Repentigny
- 700, boul. St-Martin Est, Vimont
- 266, boul. Curé-Labelle, Ste-Rose
- 8905, boul. Taschereau, Brossard
- 266, boul. St-Jean-Baptiste, Châteauguay
- 3551, chemin Chambly, Longueuil

- 879-1550
- 645-2791
- 342-6360
- 364-1121
- 337-2330
- 255-2222
- 683-5533
- 453-8416
- 581-7571
- 384-9444
- 625-1953
- 445-7161
- 698-1060
- 679-4710



VENDREDI ET SAMEDI SEULEMENT

PANTALON POUR FILLES

P.M.G. 7 à 14.

Couleurs variées.

\$10
chac.

SHORT POUR DAMES

P.M.G.

Marine, blanc, noir, kaki.

\$12
chac.

BAS-CULOTTES MYRTIL POUR DAMES

Unitailles. Pieds sandales.

Choix de 10 couleurs

2 pour \$3

BICYCLE 10 VITESSES PROTOUR

Pour hommes 21 ou 23 po.
Pour dames 19 po.
Peinture métallique.

\$99
chac.

SAC DE TERRE NOIRE FLORAL

35 L

3 pour \$5

TONDEUSE ÉLECTRIQUE SUNBEAM

Interrupteur de démarrage. Manche à bascule repliable. 18 po de coupe.

\$129
chac.

HUILE À MOTEUR QUAKER STATE

10W30. 1 litre.

159
chac.

CHAISE DE PARTERRE

Avec ressorts. Accoudoir en bois. Motifs et couleurs variés.

698
chac.

CHAISE DE PARTERRE

6 sangles. Couleurs variées.

\$1995
chac.

FOUR À MICRO-ONDES DANBY

Capacité 0.9 pi³. 600 watts. Garanti 1 an pièce et main-d'œuvre à l'atelier.

\$299
chac.

SI VOUS TROUVEZ CHEZ NOS CONCURRENTS UN ARTICLE DONT LE PRIX EST INFÉRIEUR À CELUI DE WOOLCO, NOUS VOUS OFFRIRONS CET ARTICLE AU MÊME PRIX SUR PRÉSENTATION DE LA RÉCLAME.

*Enfin, des légères
pleine saveur!*



LÉGÈRE

ROTHMANS DE PARIS FONDÉE EN 1893

AVIS: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage — éviter d'inhaler.
Av./Moyenne par Cigarette: "Goudron" 13 mg. Nicotine 1.1 mg.